

ACADIE VOIX

Le seul journal de langue française à l'Île-du-Prince-Édouard

SUMMERSIDE (Î.-P.-É.)

16^e ANNÉE

LE MERCREDI 10 OCTOBRE 1990

30 CENTS

PENSÉE DE LA SEMAINE

«Parler quand il aurait fallu se taire»,
a noté un moraliste, est une aussi
grande faute que se taire quand il faut parler.

Anonyme

«L'enracinement»

L'histoire de l'Acadie en bande dessinée

Par Jacinthe LAFOREST

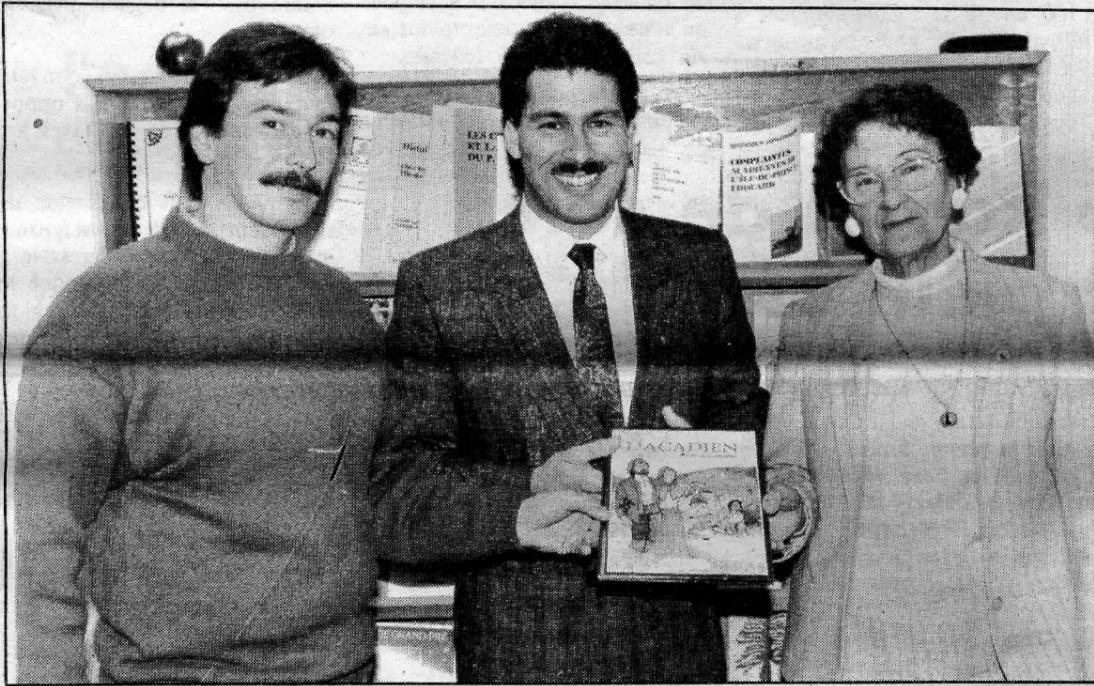
L'histoire commence au printemps 1636, dans le Haut Poitou, près de Loudun, au moment où des Français quittent leur région pour venir s'établir dans le nouveau monde. Ils embarquent sur le bateau Saint-Jean, qui les amène jusqu'à Port-Royal, en Acadie. À la dernière page du livre, on assiste au début de la déportation, le Grand Dérangement, comme on l'a si bien nommé, et de la barque qui l'entraîne au loin, un Acadien crie «Anglais, soyez maudits».

L'auteur du livre, M. Jean-Jacques Decaillon, était de passage en Acadie la semaine dernière, pour faire la promotion de ce livre, la première bande dessinée faite sur l'Acadie.

«C'est un projet qui a demandé quatre ans, dont deux de travail intensif» de confier l'auteur. Originaire de la région parisienne, il vit depuis huit ans dans la région de Poitou, l'Acadie de France. C'est dans cet environnement propice que lui est venue l'idée et le besoin de dessiner et d'écrire l'histoire des Acadiens, qu'il a trouvée bouleversante dès le début de ses recherches.

«Le Canada a habité mes rêves d'enfant, l'image du trappeur, du coureur des bois... D'ailleurs, pour faire un livre comme ça, faut être resté un peu enfant», a-t-il ajouté.

Le livre a déjà beaucoup de succès et selon M. Decaillon, il est très bien reçu partout où l'on passe. Des cinq mille exemplaires qui



M. Jean-Jacques Decaillon (à gauche), auteur de «L'enracinement», bande dessinée sur l'histoire des Acadiens, a remis une copie du livre à M. Aubrey Cormier, directeur général de la Société Saint-Thomas d'Aquin. M. Decaillon était en tournée promotionnelle pour son livre la semaine dernière en Acadie, en compagnie de Mme Paulette Coussot, présidente de l'association Châtellerauld Québec Acadie et grande amie de l'Acadie.

forment la première édition, 3 000 ont déjà trouvé preneur, dans la région du Poitou. «Le livre intéresse toute sorte de gens, ceux qui connaissent l'Acadie, comme ceux qui ne la connaissent pas». M. Decaillon a raconté qu'une dame est venue lui confier : «On se sent plus fort pour affronter la vie, après avoir lu ce livre». Quelques jours plus tard, il a appris

que cette dame se battait contre un cancer.

Le livre a aussi eu beaucoup de succès en Acadie, selon l'auteur et son accompagnatrice et attachée presse, Mme Paulette Coussot. Ils ont présenté «L'enracinement» au ministère de l'Éducation du Nouveau-Brunswick, et à des écoles et commissions scolaires du N.-B.

et de la Nouvelle Écosse. Incidemment, M. Decaillon a appris que le thème du livre correspondait exactement au programme d'histoire enseigné chez les enfants de 11 ans à Pointe de l'Église en Nouvelle-Écosse. «Le livre ne donne cependant pas un cours d'histoire. Il raconte une histoire», a-t-il précisé.

(suite à la page 3)

Sommaire

- ★ Club Rayon de soleil en visite p. 2
- ★ Nouvel employé bilingue dans les foyers p. 3
- ★ Éditorial p. 4
- ★ Tignish : Le passé, le présent et l'avenir p. 5
- ★ Art et lettre p. 6
- ★ De Tignish à Souris p. 8
- ★ Observation. p. 10
- ★ Sports p. 14
- ★ Semaine des petites entreprises s'en vient p. 16

Les Canadiens appuient les sénateurs libéraux.

lire en page 2

Du nouveau dans le domaine du recyclage à Tignish.

lire en page 3

Le premier camion de la sorte dans la région Prince ouest

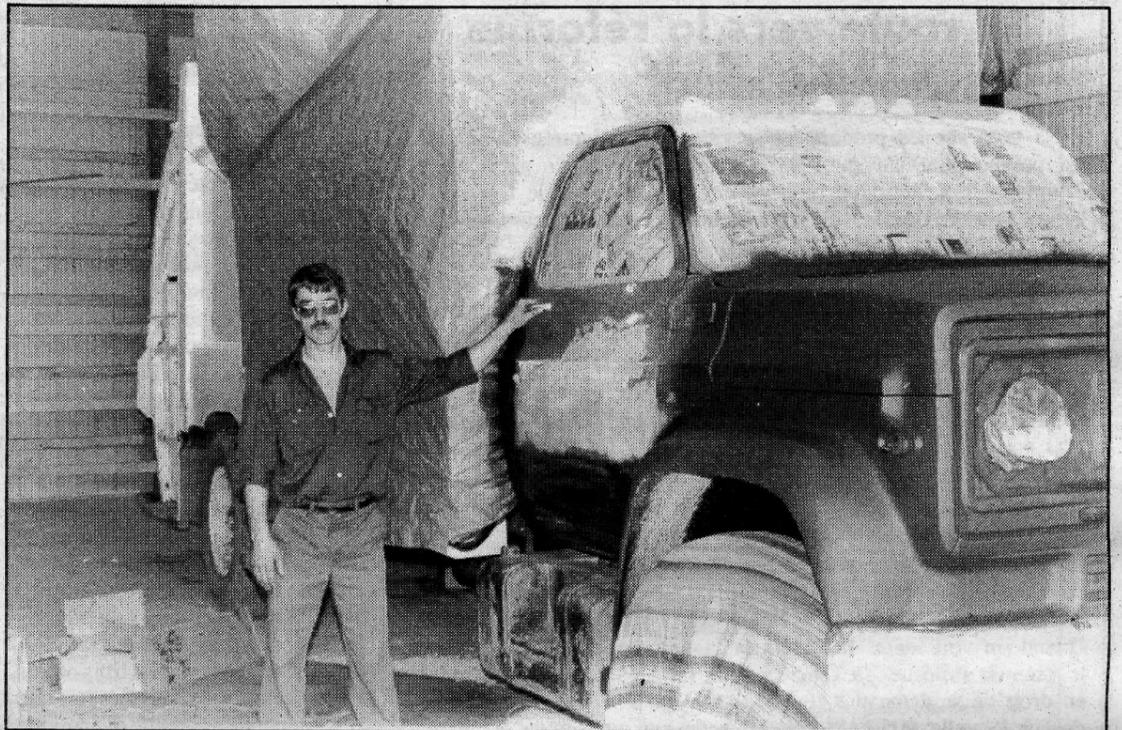
Par E. Elizabeth CRAN

M. Irving DesRoche, propriétaire de la compagnie A & I Sanitation & Recycling à Tignish, vient d'acheter un camion qui est le premier de son type dans la région Prince ouest. Ce camion de trois tonnes est muni d'une machine qui est capable d'écraser au moins cinq tonnes de carton à recycler ou de déchets à la fois. Quand on touche un bouton, la machine ramasse les déchets ou le carton, et quand on en touche un autre, elle les monte et les dépose dans le camion. De cette façon on pourra vider un dépotoir une fois pour toutes, sans devoir y retourner plusieurs fois, comme les employés de la compagnie ont fait jusqu'ici. Ainsi on pourra ramasser cinq fois plus de carton

ou de déchets lors de chaque voyage, ce qui permettra d'épargner du temps, de l'essence et des salaires.

De tels camions se voient souvent dans les villes de Summerside et de Charlottetown. Un camion tout neuf se vend 100 000 \$. Celui qu'a acheté M. DesRoche date de 1978 et est en très bonne condition. M. DesRoche l'a fait peindre en brun, et à partir de cette semaine on le verra sur les routes de la région.

La compagnie A & I Sanitation & Recycling est en train d'étendre ses services jusqu'aux communautés de Tyne Valley et de Howard's Cove. M. DesRoche espère un jour desservir tout le comté de Prince jusqu'à Summerside.★



M. Irving DesRoche de Tignish devant son nouveau camion. (Photo : Debbie Horne)

L'histoire de l'Acadie...

(Suite de la page 1)

La Société nationale des Acadiens est le dépositaire officiel des livres en Acadie. C'est donc en communiquant avec la SNA que les intéressés pourront de procurer des exemplaires. Il faut faire vite car le nombre est limité.

Les dessins et le texte sont de l'auteur, Jean-Jacques Decaillon. À l'instar de Longfellow, l'auteur du poème épique «Évangéline», M. Decaillon n'avait jamais mis les pieds en Acadie : «J'ai été soulagé de voir, en passant devant le fort Beauséjour et devant les paysages acadiens, que mes dessins, basés sur des gravures historiques anciennes, étaient fidèles à la réalité».

«Malgré le fait qu'on ne peut rester insensible en lisant l'histoire des Acadiens, j'ai essayé de rester aussi objectif que possible. J'espère ne pas avoir trahi l'esprit des Acadiens de cette époque» a-t-il dit. Il a aussi donné aux Indiens micmacs la place qu'ils ont occupée dans l'histoire des Acadiens et les images à cet effet sont très éloquentes.

Le succès de «L'enracinement» est tel que l'auteur, qui est aussi un partenaire de la maison d'édition de la Huche-Corne, songe déjà à une réédition du livre, qui est le tome d'une série de trois. Le tome II aura pour thème «la résistance du peuple acadien» et le tome III relatera «l'amorce de la renaissance».

On songe aussi à une édition anglaise. M. Decaillon a expliqué qu'il est important que les Acadiens qui ne parlent plus le français aient quand même la chance de connaître leur histoire et de rester en contact avec leurs racines.

Le livre, d'une facture de très bonne qualité, est préfacé de deux personnalités sympathiques au peuple acadien. Dans une préface datée le 28 juillet 1990, Mme Paulette Coussot, présidente de l'association Châtellerauld Québec Acadie, écrit, «À l'aube du 21^e siècle, qui semble vouloir s'ouvrir sur une ère de liberté et de plus grande fraternité entre les peuples, il est bon de se souvenir que déjà près de 400 ans plus tôt, une poignée d'hommes et de femmes venus de France en Acadie poursuivaient le même rêve : Vivre libre et en paix avec ceux qui les entouraient. Ils y réussirent un temps, malheureusement, le destin leur fut cruellement contraire au 18^e siècle». Mme Coussot poursuit en ces termes : «Après l'épreuve, l'isolement et le silence qui durèrent de très longues années, l'Acadie, fidèle à elle-même et à ses valeurs, a 'remonté la pente' Elle est à nouveau plus rayonnante que jamais, au rendez-vous de l'Histoire».

Le père Léger Comeau, président de la Société nationale des Acadiens de 1978 à 1988, écrit «Voici qu'un jeune Français conçoit un moyen d'atteindre non seulement ses compatriotes mais toute la Francophonie. Même en Acadie, des personnes de tous âges revivront des tranches de leur histoire dans ces bandes dessinées».

«Avec un art consommé, poursuit-il, l'artiste Jean-Jacques Decaillon nous dépeint avec beauté et justesse des épisodes marquants de la vie des Acadiens».

Le livre sera en montre lors du salon du livre de l'ACELF, les 22 et 23 octobre prochains au Centre d'éducation Évangéline.★

Le Comité acadien en tournée

Par Jacinthe LAFOREST

Le Comité consultatif des communautés acadiennes, le CCCA, effectue présentement une tournée de consultation du public, pour mesurer le taux de satisfaction des Acadiens face aux services en français offerts par le gouvernement provincial, et obtenir des lignes directrices pour établir les priorités d'action pour l'année prochaine.

La tournée, entreprise le 1^{er} octobre à Summerside et devant se conclure le 11 octobre au Club

Ti-Pa, s'inscrit dans la lignée des consultations faites chaque année par le CCCA depuis la signature de l'entente sur la promotion des langues officielles.

En 1988, on assistait au forum, et l'année dernière, le Comité consultatif des communautés acadiennes avait consulté les comités régionaux de la Société Saint-Thomas d'Aquin. Cette année, les consultations sont ouvertes au public.

Jusqu'à présent, les rencontres n'ont pas attiré trop de gens, mais

la présidente du comité, Mme Florence Hardy, n'interprète pas cela comme un manque d'intérêt de la part des Acadiens. «Cela prouve qu'ils sont satisfaits de ce qu'on a fait jusqu'à présent».

Les emplois désignés bilingues sont passés de 10 qu'ils étaient en 1987, au moment de l'adoption de la politique sur les services en français, à 42, en 1990.

Le 22 octobre sera le troisième anniversaire de l'adoption de la politique sur les services en français.★

Nouveau spécialiste bilingue pour les personnes âgées

Monsieur Michel Dubé est entré en fonction le 13 septembre 1990 à titre d'ergothérapeute bilingue avec le ministère de la Santé et des Services sociaux pour le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard. Son bureau est situé au Manoir Summerset, à Summerside, selon un communiqué.

Ses tâches principales aux trois foyers pour personnes âgées dans le comté de Prince (Summerset, Wedgewood et Maplewood) sont d'assurer de l'aide d'interprétation et de traduction pour les résidents francophones des foyers et pour les participants au programme de jour pour aînés (es). Il travaillera avec tous les résidents, particulièrement ceux qui utilisent leur langue française comme moyen de communication.

Le but de ce programme est

d'aider à la population francophone des foyers du comté de Prince, à obtenir des services en français. En plus de s'occuper des personnes du troisième âge, M. Dubé sera un agent de liaison avec le milieu professionnel et aussi avec la population acadienne. Comme agent interne, il veillera à la traduction de documents pour servir les employés dans les deux langues officielles du Canada.

Monsieur Dubé a complété sa treizième année, à l'Académie De La Salle à Ottawa après quoi il a étudié un an à l'Université d'Ottawa en administration publique. Au fil des ans, il a oeuvré parmi le public toujours en relation avec la langue française. Sa formation pédagogique avec l'École Internationale de Langues Berlitz l'a amené à travailler dans

le système scolaire et aussi à fournir un service de traduction. Il a aussi eu l'occasion de voyager dans plusieurs endroits du monde où il a développé un sens profond de relations humaines. Il habite maintenant à Summerside depuis quatre ans.

Sans aucun doute, Monsieur Dubé sera un atout pour les résidents des trois foyers pour personnes âgées dans le comté de Prince. Il sera aussi disponible dans les mois à venir comme conférencier pour informer la population francophone des services disponibles en français.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Michel Dubé au Manoir Summerset, au numéro de téléphone 436-9261.★

ÉDITORIAL

En route vers la réforme du Sénat

La taxe sur les produits et services, dont l'entrée en vigueur est prévue pour janvier 1991, est toujours bloquée au Sénat et Summerside se retrouve bloquée entre «l'Arabe et le Corse» ou entre l'arbre et l'écorce, ou entre libéraux et conservateurs, ou entre gouvernement et Sénat.

La situation est pratiquement intenable. Peut-on se permettre à Summerside, d'être contre la TPS, étant donné qu'on a besoin du centre de traitement promis par Brian Mulroney, lors de son passage à Summerside, au printemps dernier?

Personne ne pouvait prévoir à ce moment, que ce centre était un cadeau empoisonné, pour lequel les citoyens de l'Île se verraient plus ou moins forcés d'aller à contre-courant des citoyens du reste du Canada qui tous, s'opposent à la TPS.

Tous les habitants de l'Île ne sont pas pour la TPS cependant. Nos quatre députés fédéraux libéraux sont contre.

Pendant ce temps, c'est la pagaille à Ottawa et comme dit la chanson, «C'est pas gai la pagaille». Le Sénat est sans dessus-dessous et bien fin qui peut savoir ce qu'il adviendra de la taxe. Quand on voit toutes les énergies et tout l'argent dépensés par le premier ministre du Canada pour faire passer sa taxe, on est en droit de se demander ce qu'il a fait de 1987 au 23 juin 1990, date à laquelle le lac Meech est redevenu un simple lac.

Les huit sénateurs nommés par Brian sont loin de faire l'unanimité et il reste à voir si l'utilisation controversée de cette mesure quasi disciplinaire et dictatoriale, qui ne peut être utilisée qu'une seule fois, aura raison de la résistance des sénateurs libéraux.

À Summerside, pas plus qu'ailleurs, on ne veut être surtaxé, mais on a besoin des quelque 400 emplois à temps plein que fournirait le centre de traitement de la TPS.

Si elle passe, les habitants de l'Île-du-Prince-Édouard, comme ceux d'ailleurs, devront composer avec la taxe, ce qui est une perspective très peu réjouissante. Si elle ne passe pas, on risque de perdre 400 emplois. Car il va sans dire que le premier ministre aura le beau jeu : «Je vous ai promis le centre de traitement de la TPS et vous l'auriez, si le Sénat avait voté en faveur de la taxe».

Tout cela remet en cause la composition du Sénat et son rôle. La réforme du Sénat devient inévitable et souhaitable. L'abolition du Sénat n'est peut-être pas la solution et un Sénat élu, ayant donc reçu un mandat clair de ses électeurs, changerait considérablement le système politique au pays.

Le Sénat n'avait déjà pas très bonne réputation, surtout après s'être voté une augmentation de salaire faramineuse, au moment où l'accord du lac Meech était sur son lit de mort. Le débat sur la TPS a exacerbé l'opinion publique et il est peu probable que les Canadiens laisseront les sénateurs retourner à leurs chaises roulantes sans rien faire, une fois le débat sur la TPS terminé.★

Jacinthe Laforest

APECA-Île-du-Prince-Édouard

Extrait du rapport annuel de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique

Pour le milieu des affaires de l'Île-du-Prince-Édouard, l'année 1989-1990 a été marquée par la croissance et l'innovation. Plusieurs entreprises se sont appliquées à renforcer leur profil concurrentiel à long terme tandis que d'autres, dans divers secteurs industriels, ont entamé leur première année d'exploitation. L'APECA, en bon partenaire, a contribué à ces efforts en leur apportant son aide financière. L'APECA - Î.-P.-É., en mettant en oeuvre les quatre mandats de l'Agence - l'Action, la COOPÉRATION, la Coordination et la Défense des intérêts - a stimulé l'économie de l'Île et est devenue partenaire encore plus solidaire des entrepreneurs. L'Agence a raffermi son association avec les trois ordres de gouvernement dans l'espoir que cette nouvelle approche dynamique augmentera la gamme des initiatives qui à leur tour augmenteront les possibilités d'emploi et de développement économique dans les années à venir.

Près de 1 000 entrepreneurs de l'Î.-P.-É. ont profité du Programme Action pour générer des investissements de 86 millions \$. Puisque les dépenses d'investissement du secteur privé correspondent, ou sont souvent de beaucoup supérieures à la contribution de l'APECA, le Programme Action contribue donc de façon importante au développement économique de la province.

Les changements survenus dans le milieu des affaires de la province sont dus à plusieurs facteurs. En 1989, plusieurs entrepreneurs qui avaient auparavant reçu l'aide de l'APECA - Î.-P.-É. pour s'établir se sont ravisés sur les nouvelles tendances du monde des affaires. Pressés par l'explosion technologique et la nécessité de maintenir leur niveau concurrentiel, ils ont modernisé leurs établissements, rentabilisant ainsi davantage les industries primaires. Cette modernisation s'est manifestée notamment dans le secteur touristique et les critères d'assistance de l'APECA - Î.-P.-É. ont été modifiés en conséquence. En juin, par exemple, l'APECA a cessé de subventionner les nouvelles unités d'hébergement afin d'augmenter son aide aux projets de rénovation, se conformant ainsi à l'objectif provincial en ce domaine.

Ailleurs dans le milieu des affaires, les entrepreneurs ont mis de l'avant des projets bien pensés de modernisation. Dans l'industrie de la pomme de terre, les producteurs ont reconnu les avantages

des nouvelles méthodes de tirage de leur produit et d'autres projets ont permis aux entrepreneurs de se tailler une place de premier plan dans les marchés de transformation des aliments où prime la valeur ajoutée. En accordant une valeur ajoutée aux produits de l'aquiculture, de la pêche et de l'agriculture par le biais de technologies de transformation avancées, les entreprises de l'Atlantique créent de nouveaux emplois.

La qualité de vie à l'Î.-P.-É. dépend depuis longtemps de l'industrie alimentaire. Si la récolte des produits et de la terre compte pour le tiers des revenus générés, ces ressources alimentaires sont pour la plupart exportées telles quelles, sans transformation. Le Programme Action a donc aidé à rendre les produits d'alimentation plus concurrentiels sur les marchés en contribuant, par exemple, à l'établissement, à Charlottetown, de C & L Seafoods (Canada). Cette usine de transformation fait cuire et surgeler les moules bleues de l'Île dans leurs coquilles de façon à en conserver le jus savoureux et toute la valeur nutritive.

La réaction au nouveau volet de commercialisation, instauré par le Programme Action en février 1990, a été remarquable. En s'associant à ce programme, les entrepreneurs de l'Île acquièrent davantage d'expertise en marketing. La commercialisation plus dynamique et la modernisation mèneront sans doute certaines compagnies de la province à se prévaloir du nouveau Service aux fournisseurs du Programme Action qui intercédera en faveur des entreprises de l'Atlantique dans leurs efforts pour décrocher des contrats gouvernementaux d'approvisionnement. Ce service de promotion enregistra comme fournisseurs les entreprises de l'Atlantique, analysera les marchés, et conseillera les soumissionnaires sur la façon de décrocher des contrats.

L'APECA - Î.-P.-É. a su exercer son rôle de défenseur à la suite de l'annonce par le gouvernement fédéral de la fermeture de la BFC Summerside. Les responsables de l'Agence ont rencontré des représentants des secteurs public et privé dans le but d'explorer les nouvelles perspectives économiques pour l'Île. L'APECA a demandé de remettre au secteur privé les installations de la base, comme moyen d'y attirer des industries viables. Le gouvernement fédéral s'est montré d'accord et apportera son appui financier au développement économique du milieu et au recyclage des travailleurs. Dans le respect du principe du libre-échange, l'APECA s'est précoc-

cupée d'améliorer la position des entreprises de l'Île à titre de fournisseurs privilégiés pour les marchés des États-Unis, en particulier ceux des États du Nord-Est. L'Agence reconnaît que les petites entreprises spécialisées de l'Île sont dans une position idéale pour identifier les nouvelles possibilités et tirer profit des marchés spécialisés.

L'APECA - Î.-P.-É. a continué de faire valoir son mandat de COOPÉRATION auprès des autorités provinciales. Au cours de 1989-1990, l'APECA a signé cinq nouvelles ententes de COOPÉRATION alors que trois EDER étaient toujours en vigueur. Les ententes sont destinées à créer des programmes de développement économique, tout en mettant un accent stratégique sur les priorités de l'Île. Les ententes de COOPÉRATION comprennent l'Entente quinquennale de 7,8 millions \$ sur les énergies de remplacement et l'efficacité énergétique pour la construction d'une industrie de production énergétique à base de biomasse ligneuse qui mettra l'accent sur l'installation de systèmes de chauffage par district; une entente de 30 millions \$ dans le secteur des transports; une entente de 10,6 millions \$ dans le secteur des pêches, et une entente quinquennale de 25 millions \$ dans le secteur agro-alimentaire. Cette dernière est subdivisée en sept programmes visant à aider les agriculteurs, les entrepreneurs et les producteurs de denrées à promouvoir une commercialisation plus robuste et davantage de produits à valeur ajoutée, ainsi qu'à protéger le milieu rural.

Toutes ces activités se sont déroulées dans le cadre des efforts de coordination de l'Agence. Par des rencontres régulières avec les cadres du gouvernement fédéral, l'APECA - Î.-P.-É. s'est assurée que tous les projets et ententes soient conformes aux programmes régionaux, provinciaux et fédéraux existants. Les membres du Conseil consultatif de l'APECA de l'Île, Wendy Ripley de Charlottetown, Garth Staples de Suffolk, et Wendell Gallant de Summerside, ont mis au profit de la province leurs vastes expériences et connaissances.

L'année 1989-1990 a été marquée par le progrès. De nouveaux entrepreneurs se sont introduits dans le milieu des affaires, les entreprises existantes se sont modernisées et adaptées, et l'esprit entrepreneurial a mis l'accent sur de nouveaux défis et possibilités. Tous les ordres de gouvernement ont agi de concert avec la communauté insulaire dans un esprit de coopération et de partenariat.★



Le seul journal de langue française à l'Île-du-Prince-Édouard

Directrice: Marcia Enman
 Rédactrice-journaliste: Jacinthe Laforest
 Préposée à la photocomposition: Ruth Gallant
 Préposée au montage: Anne Gallant
 Correctrice, traductrice et comptable: Paulette Richard
 Responsable des photos: Jeanette Gallant

340, rue Court
 C.P. 1420, Summerside (Î.-P.-É.)
 C1N 4K2

Pour les placements d'annonces publicitaires,
 composer le (902) 436-6005 ou le 436-8988
 888-3976 (fac-similé)

OPSCOM est notre agence nationale
 au (613) 234-6735

La privatisation de Pétro-Canada et les langues officielles

Par Yves LUSIGNAN

OTTAWA (APF): La privatisation de la Société Pétro-Canada annoncée par le ministre d'État à la Privatisation et aux Affaires réglementaires, John McDermid, pose encore une fois le problème du respect de la Loi sur les langues officielles en ce qui concerne les communications avec le public.

Le projet de loi permettant à Pétro-Canada de vendre des actions au public, qui a été déposé à la Chambre des communes, exige que la Société adopte des statuts permettant «d'assurer que les communications avec le public seront effectuées dans les deux langues officielles là où, selon la Société, la demande le justifie», lit-on dans un communiqué émis par le Bureau de la privatisation.

La nuance est importante, puisque cela laisse clairement entendre que la Loi sur les langues officielles sera interprétée par Pétro-Canada en fonction de ses propres politiques. Cela est d'autant plus vrai que nulle part il est écrit dans le texte du projet de loi C-84 sur la privatisation de Pétro-Canada, que la Loi sur les langues officielles s'applique à la Société. Ce que le projet de loi dit, c'est que le public aura le droit de communiquer avec le siège social de Calgary et d'en recevoir les services dans les deux langues officielles. Cette obligation vaudra aussi «pour tous les autres lieux où, soit Pétro-Canada

soit une de ses filiales à 100 pour 100 offre des services», mais seulement lorsque la Société jugera que l'emploi de la langue minoritaire fait l'objet d'une demande importante.

Dans son dernier rapport annuel, le Commissaire aux langues officielles, D'Iberville Fortier, écrivait que la situation linguistique chez Pétro-Canada n'avait guère évolué depuis 1988 du point de vue du service au public et de la langue de travail. «La Loi sur les langues officielles de 1988 a eu peu d'effet sur la mise en oeuvre du programme des langues officielles au sein de cette institution».

Toujours selon le rapport du Commissaire, Pétro-Canada a pour politique de réserver l'affichage bilingue aux communautés où la minorité de langue officielle compte pour au moins 10 pour 100 de la population. Le résultat de cette politique, c'est que seulement 19 pour 100 de ses établissements affichent dans les deux langues officielles. «La Société, écrivait le Commissaire en 1989, ne projette donc pas une image conforme à son état d'institution fédérale, en particulier dans l'Ouest du pays».

On peut dresser un parallèle intéressant entre la privatisation de Pétro-Canada et celle d'Air Canada en 1988. Le 18 juillet 1988, la Chambre des communes adoptait la Loi C-129 sur la privatisation du transporteur aérien national. L'article 10 de cette loi stipulait

alors clairement que la Loi sur les langues officielles s'appliquait à la Société. C'est d'ailleurs en s'appuyant sur cet article, que le Commissaire aux langues officielles annonçait sa décision, le 12 septembre dernier, d'intenter un recours judiciaire contre Air Canada en vertu de la Loi sur les langues officielles. Le litige porte sur le refus d'Air Canada d'utiliser en toute circonstance les journaux de la presse minoritaire pour annoncer en français ses tarifs et spéciaux.

Toute la question est maintenant de savoir pourquoi le gouvernement n'a pas prévu une disposition semblable dans la loi sur la privatisation de Pétro-Canada, obligeant la société pétrolière à se conformer à la Loi sur les langues officielles? Selon Greg Ebel, du Cabinet du ministre d'État à la Privatisation, la raison en est que Pétro-Canada tombera sous juridiction provinciale, dès qu'elle sera privatisée. Or, la Loi sur les langues officielles ne s'applique qu'aux institutions fédérales.

Contrairement à Air Canada, Pétro-Canada utilise la presse minoritaire, et subventionne même diverses activités pour les deux groupes linguistiques. Le problème se situe plutôt au niveau de la langue de service et de la langue de travail. Il n'y a aucun employé francophone en Saskatchewan, au Manitoba et, encore, au Nouveau-Brunswick où le tiers de la population est pourtant francophone.★

Des services fédéraux au Centre de services régional Évangéline



(J.L.) Mme Louise Gallant, accompagnée de sa fille Annie, est venue rencontrer Mme Norma Sonier du Secrétariat d'État pour discuter d'un projet. Mme Sonier est au centre de services le premier jeudi de chaque mois. Le premier mardi de chaque mois, le centre accueille un représentant bilingue de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Le deuxième mardi de chaque mois, les intéressés peuvent prendre rendez-vous avec un représentant de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA). Le troisième mardi de chaque mois, il y a une représentante de Santé et Bien-Être Canada, pendant quelques heures au centre. De plus, la Société canadienne de la Croix Rouge a un représentant tous les jeudis.



**TIGNISH:
LE PASSÉ,
LE PRÉSENT
ET L'AVENIR**

Par E. Elizabeth CRAN

Il y a 57 ans

J'ai devant moi une lettre de J.-A. Bernard, marchand de Tignish et plus tard lieutenant gouverneur de la province, datée le 5 octobre 1933. Cette lettre s'adresse à Mlle Nora Bateson, première bibliothécaire provinciale. En voici la traduction.

Nous avons tenu une réunion hier soir, et bien que l'assistance ne soit pas grande, j'estime qu'elle fût assez représentative et tous semblaient très enthousiastes au sujet de la possibilité d'avoir une succursale de la bibliothèque établie à Tignish. Plusieurs ont envoyé dire qu'ils ne pouvaient pas assister tandis que ceux qui ont pris la parole ont regretté que vous ne puissiez être des nôtres. Ce qui en est ressorti, c'est qu'on a nommé un comité de cinq personnes pour agir comme comité de la bibliothèque ou d'affaires et qu'il entreprendrait le travail nécessaire pour ouvrir une succursale. Il s'occupera d'un bâtiment et du coût probable de son aménagement et on lui a donné le droit de nommer d'autres personnes pour chercher des abonnements pour en payer les dépenses. Ce comité est comme suit, Mme Mary O'Brien, Mme Florence Mosher, Joseph-B. Morrissey, John-M. Ahearn et moi-même, et on m'a demandé de vous écrire pour vous demander d'essayer de nous rendre visite bientôt. On a choisi mercredi soir le 11 octobre comme la meilleure date pour cette rencontre avec vous. Nous aimerions avoir un plan des rayons nécessaires, leur largeur, leur hauteur, leur longueur [6 lignes répétées omises ici]. On nous offre gratuitement un bureau américain et une chaise, et vous voudriez bien nous informer s'ils seraient convenables. Aussi veuillez nous informer si vous pouvez vous arranger pour nous rencontrer le 11 ou à une date plus éloignée. Nous essayerons d'avoir tous les renseignements prêts à n'importe quelle date qui vous convienne.

En effet, Tignish était l'une des premières communautés de l'île à avoir sa bibliothèque. On voit assez clairement dans cette lettre l'enthousiasme du petit groupe qui s'est réuni le soir du 4 octobre. Au milieu de la Dépression économique, il pensait à améliorer la communauté en y établissant une source d'informations et de récréation disponible à tous ceux et celles qui savaient lire. (Il faut avouer qu'ils n'étaient pas une grande majorité des résidents.) Mais pourquoi n'y avait-il pas plus d'Acadiens faisant partie du comité? On peut suggérer plusieurs réponses à cette question. Ce que je sais, c'est que pendant des années, c'était un groupe de dames irlandaises qui formait le comité de la bibliothèque. Et même de nos jours, le comité actuel n'a qu'une membre acadienne.★

**La Voix
ACADIENNE**
Le seul journal de langue française à l'Île-du-Prince-Édouard

14,00\$ à l'Î.-P.-É
20,00\$ à l'extérieur de l'Î.-P.-É
35,00\$ aux États-Unis & outre-mer

Nom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____

Veillez adresser votre envoi à:

La Voix acadienne Ltée
340, rue Court, C.P. 1420
Summerside (Î.-P.-É.)
C1N 4K2

Tél.: (902) 436-6005 ou 436-8988 Fac.: 888-3976

Abonnez-vous dès aujourd'hui!

La Coopérative d'artisanat d'Abram-Village

Les ventes de Noël s'en viennent vite

Par Jacinthe LAFOREST

Les membres de la Coopérative d'artisanat d'Abram-Village étaient réunies jeudi dernier pour planifier les ventes de saison, celle du 17 et 18 novembre qui aura lieu à la Légion de Summerside, et celle de Charlottetown, la *Christmas Craft Fair*, qui aura lieu la fin de semaine suivante.

L'année passée, il n'y a pas eu de vente à Summerside, mais cette année, le Projet pilote du développement de l'artisanat dans le comté de Prince a pris les choses en mains et une nouvelle tradition de Noël est en voie de prendre forme.

La vente aura lieu les 17 et 18 novembre au deuxième étage de la Légion de Summerside sous le thème «Christmas Galore». Selon M. Théodore Thériault, coordonnateur du Projet pilote, il y aura environ 20 kiosques différents, ce qui est très bien pour une première année. On y trouvera du tissage, de la poterie et d'autres métiers d'art et d'artisanat, mais aussi, des représentants de l'industrie du

cadeau. «Avec cette vente, on veut encourager une bonne production, basée sur la qualité, et éventuellement en faire une vente de qualité égale à celle du *P.E.I. Craft Council* de Charlottetown» de dire M. Thériault.

La Coopérative d'artisanat d'Abram-Village a réservé deux kiosques et déjà, plusieurs membres se sont montrés intéressés à y participer. Les intéressées doivent amener leurs choses à la coopérative au plus tard le lundi 12 novembre. La présidente de la coop, Mme Alvina Bernard, n'a eu aucune difficulté à recruter des bénévoles pour tenir les kiosques de vente.

La coopérative aura aussi un kiosque à Charlottetown, au Centre de la Confédération, dans le cadre de la *Christmas Craft Fair*, organisée par le *P.E.I. Craft Council*.

Les ventes à la coopérative d'artisanat ont été meilleures que celles de l'année passée. En effet, Mme Joséphine Arsenault a indiqué en tout début de réunion que les ventes, jusqu'à présent, dépassaient les 39 000 \$.



Mmes Irène Arsenault et Céline Gallant ne perdent pas une minute de leur temps précieux. Les bas et les chandails doivent être prêts pour la vente.

Des livres pour les jeunes et leurs parents

(J.L.) La Librairie jeunesse, dont le siège social est situé à Laval au Québec, était de passage à l'Île-du-Prince-Édouard, la semaine dernière. Un premier arrêt de deux jours à Montague les 27 et 28 septembre a été suivi d'une escale au Centre d'éducation Évangéline les 1er et 2 octobre.

Selon Mme Danielle Robitaille, employée de la Librairie, les ventes ont été très bonnes particulièrement dans la région Évangé-

line où elles ont atteint environ 1 000 \$.

Mme Robitaille a indiqué que plusieurs parents et enseignants ont dit souhaiter que la Librairie jeunesse vienne plus souvent, étant donné le manque chronique de livres en français, à l'Île-du-Prince-Édouard.

En partant de l'école Évangéline, la Librairie jeunesse est allée à l'école François-Buote, durant deux jours également.

La Librairie jeunesse offre une sélection de livres pour les enfants de la 1^{re} à la 6^e année, mais une certaine proportion s'adresse aux 7^e, 8^e et 9^e années.

Un autre salon du livre, celui de l'ACELF, plus important et comprenant aussi une bonne sélection pour les adultes, sera de passage au Centre d'éducation Évangéline, les 22 et 23 octobre. Ce sera le seul arrêt à l'Île-du-Prince-Édouard.★

Art et Lettre

Par Liliane Gaudet

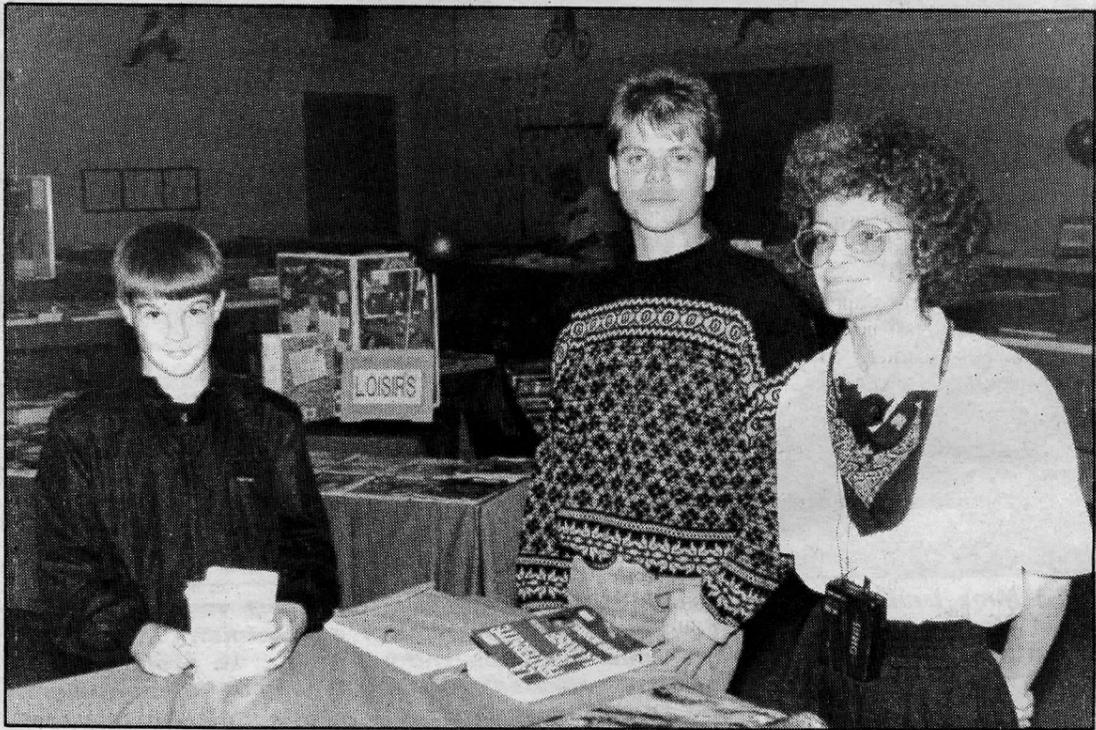
J'ai visité l'exposition annuelle «New Review» que se tient jusqu'au 28 octobre au Centre Eptek. On y trouve une quarantaine d'oeuvres de 1990, par autant d'artistes, tous de la région de Prince. Toutes les oeuvres sont intéressantes, on y trouve des peintures, des tissages, de la poterie, deux petites tapisseries (hooké) et une sculpture sur bois, peinte.

Certaines m'ont frappée par leur présentation : une miniature d'un paysage d'hiver, dans un cadre avec fond blanc de 20 x 20 cm par Peggy Farris attire l'attention. Un chat noir par Sandy Komst derrière une fenêtre serait banal s'il n'avait un cadre qui ressemble aux bardeaux de l'extérieur d'une maison.

D'autres tableaux paraissent assez vivants qu'on pourrait s'y promener, comme le pré de lupins par Maurice Bernard; le paysage d'hiver par Isabel MacDougall ou «La maison des Brodie» par R.C. MacKay — on s'attend à ce que quelqu'un ouvre la porte; et, «Les tournesols dans le vent» d'Elaine Harrisson où l'on sent carrément la lutte des fleurs contre celle du vent.

La truite sculptée et peinte de Lowell Huestis n'attend que l'hameçon d'un pêcheur pour sortir de son casier. D'autres réalisations frappent par leur technique : deux coussins peints de picots verts (pour les herbes) et rebrodés de fils de couleurs pour les fleurs par Margaret England sont uniques. Un tableau par David Langley, représentant deux Mainstrels, cowboy est fait de picots également mais m'a moins plu.

Une huile toute en teintes de bleu par Kathleen MacIsaac m'a un peu envoûtée par son côté mystérieux. Mais même les oeuvres qui m'ont moins frappée par quelque chose qui me semble différent, ont également leur personnalité et leur charme, je suis sûre que quelqu'un d'autre y trouvera ses favorites; et, peut-être même voudra en acheter une, car plusieurs sont à vendre. Je recommanderai aux curieux et aux amatrices de tous âges d'aller se promener à la galerie du Centre, autant pour l'inspiration que pour l'agréable du passe-temps. C'est formidable, le talent qu'on trouve dans notre région.★



Stéphane Arsenault a pu compléter une collection de cartes d'animaux, grâce à sa visite à la Librairie jeunesse. M. Stéphane Coudé et Mme Danielle Robitaille sont les employés de la Librairie.

À la recherche de Gabriel

(Chapitre 4)

Par J.-Théophile
ARSENAULT

Le 27 octobre 1755, vingt-quatre bateaux surchargés ont quitté la baie de Fundy pour s'en aller en branlant vers des points inconnus dans les états américains.

À peu près 2 000 de ces exilés étaient destinés pour le Massachusetts, tandis qu'à peu près 1 000 s'en allaient vers les Carolines, Nord et Sud. L'état de Connecticut se sentait capable d'en accepter 700. Les états de Connecticut et de Massachusetts étaient les deux seuls qui étaient prêts pour l'arrivée de ces 2 700 exilés de Grand Pré. Les autres s'en allaient vers diverses directions; 300 d'entre eux étaient en direction de New York, la Pennsylvanie allait voir 500 qui arriveraient tandis que 2 200 étaient destinés pour les états de Maryland et Virginie. La Georgie allait en recevoir 400.

Vu que la plupart des colons américains n'avaient pas été avertis d'avance, ils ont accepté ces Acadiens déportés avec une réception tout autre que chaleureuse. Beaucoup d'entre eux ont même refusé complètement de les accepter du tout. Un bon nombre de ces déplacés ont dû apposer leur signature sur un document qui les obligerait de travailler pour des maîtres anglais. Un grand nombre d'entre eux voyageaient ici et là espérant de faire la rencontre de quelques-uns de leurs amis, leurs frères ou soeurs. Peut-être pourraient-ils rencontrer aussi leurs parents, leur épouse et même leurs enfants. Le gouvernement ne voulait pas cette situation. Alors nos Acadiens errants ont reçu les ordres suivants : «Si vous abandonnez le terrain qu'on vous a désigné, vous allez être punis. Il vous faudra une permission spéciale si vous voulez aller à la recherche d'autres membres de votre famille. La première offense amènerait une punition en prison; la deuxième offense voudrait dire une punition d'au moins 10 shillings ou de 10 coups de fouet. Ces punitions s'appliqueraient aux femmes aussi bien qu'aux hommes.» Les Acadiens en exil se trouvaient donc sous le joug du pire esclavage possible.

Les enfants se trouvaient séparés de leurs parents et ils étaient distribués parmi les colons anglais du Massachusetts et d'autres états américains. Ce n'était pas tout; nos chers colons acadiens devaient souffrir davantage. La loi, sous peine de mort, ne permettait pas la présence d'un prêtre catholique dans le Massachusetts. Cela voulait dire que, encore une fois, nos Acadiens se trouveraient sans la direction spirituelle d'un curé. C'était une situation bien terrible pour eux.

Plusieurs Acadiens ont abandonné ces nouvelles colonisations et ils s'en allèrent vers le sud, même jusqu'à la Louisiane. Cette partie de l'histoire acadienne est trop importante et étendue pour en faire une courte mention dans ce petit travail. L'histoire des Acadiens en Louisiane demande et mérite d'être traitée dans un exercice séparé.

Maintenant il faut admettre que les exilés acadiens n'ont pas été mal reçus partout. Disons, par exemple, que les Irlandais catholiques de Maryland étaient bien contents d'en accepter 1 000 qui sont venus à leur côté.

Quelques années s'étaient écoulées depuis l'holocauste de Grand Pré, ce triste événement qui avait voulu dire le dérangement cruel de toute une nation. Cet exil n'avait aucune fin et ne saura jamais trouver son égal dans les nombreuses pages de l'histoire future.

Nous avons déjà dit que les Acadiens expatriés se trouvaient tous séparés les uns des autres. Alors, nous pouvons comprendre qu'Évangéline n'avait pas encore réussi de rencontrer son Gabriel. Il fallait qu'elle pense à toutes les possibilités! Lorsque son espoir était presque au point de s'éteindre elle entendait une rumeur qui assurait la présence de Gabriel dans les environs. Mais où! «Mon Dieu! Montrez-moi la direction que je dois prendre pour arriver à lui!» Évangéline répétait toujours cette petite prière.

Une rumeur disait : «Gabriel Lajeunesse! Ah oui! Nous l'avons vu et il était accompagné de son père Basil, le forgeron. Mais ils ne sont pas ici maintenant. Ils sont partis vers les prairies. Ils sont devenus des Coureurs des Bois et des Chasseurs.» Un autre colon lui disant : «Oui, ma chère Évangéline! Nous l'avons vu votre Gabriel. Il est maintenant un Voyageur dans les terrains bas de

la Louisiane.» D'autres, n'étant aucunement rassurants, lui disaient : «Ma chère Évangéline! Pourquoi attendre pour lui aussi longtemps? Il y a d'autres jeunes hommes, aussi bons que Gabriel. N'est-ce pas? Baptiste LeBlanc, le fils du Notaire a toujours son oeil sur vous. Gabriel ne reviendra plus. Alors, pourquoi ne pas accepter les avances de Baptiste?» Évangéline n'hésite aucunement et elle répond : «Non, je ne peux pas! Elle continue : Mon coeur fut donné à Gabriel et ne pourra jamais appartenir à un autre.» Évangéline avait toujours eu la chance d'être accompagnée par le curé. Ces encouragements l'aidaient beaucoup. Il lui dit : «Ô ma fille! Dieu vous entend et Il veut vous aider. Montrez-lui votre confiance et ne désespérez pas.» Ces paroles du saint homme avaient éveillé en elle ses espoirs et elle était de plus en plus décidée de continuer ses recherches pour son amant, Gabriel.

C'était maintenant le mois de mai 1756. Évangéline, accompagnée d'autres exilés de Grand Pré, a repris la recherche tout le long du Mississippi. Les autres cherchaient aussi pour des membres de leurs familles. Le Père Félicien était avec eux. Ils descendaient vers le sud et les terrains bas de la Louisiane approchaient. Tout en voyageant autour de diverses petites îles plusieurs baies leur donnaient des endroits possibles pour des campements. C'est là, sur les côtes de l'une de ces îles qu'Évangéline et les autres qui l'accompagnaient ont décidé de camper pour la nuit. Ils étaient tous fatigués alors ils méritaient une nuit de repos.

Tandis ce temps-là Gabriel et ses compagnons se trouvaient tout près d'eux. Pour ne pas perdre de temps ils continuèrent de ramer pendant la nuit. Ils sont passés tout près du campement d'Évangéline. Mais une boulaie les cachait et Gabriel

n'a pas aperçu Évangéline qui dormait au rivage. Combien près pouvaient-ils devenir l'un de l'autre sans se rencontrer? Leurs misères n'auraient-elles jamais de fin?

Tout d'un coup Évangéline se réveille et dit au Père Félicien : «Ô! Mon bon Père! Mon coeur semble m'avertir de la présence de Gabriel dans les environs. Mon rêve serait-il insensé? Est-ce que l'ange est passé et veut implanter la vérité dans mon esprit? Je pense bien, mon saint curé, que mes paroles vous paraissent incroyables.» Le Père Félicien répond : «Ma fille! Vos mots sont pleins de bon sens. Croyez aux idées qui viennent du coeur et réfutez les illusions mondaines. Gabriel est vraiment dans les environs.

Il s'en va vers le sud. Une fois rendus à Saint-Martin nous devrions le rencontrer. Lorsque vous et lui serez unis, nous pourrions répéter les fiançailles! Nous allons tous vivre en paix dans cette belle Louisiane incomparable!» Ces paroles du bon Père les avaient bien encouragés. Le lendemain, au petit jour, Évangéline et ses compagnons de voyage sont partis dans l'espoir de rencontrer Gabriel.

Ayant voyagé toute la journée ils se sont arrêtés à un endroit idéal. Évangéline n'avait jamais vu un aussi beau coucher de soleil. Tout lui paraissait bien rassurant. Allait-elle vraiment rencontrer son amant? Là, elle répéta sa petite prière qui voudrait que Gabriel s'en vienne vers elle.★

300 000 \$ pour la construction d'un quai à Stanley Bridge

Le gouvernement fédéral va construire un quai de 300 000 \$ à Stanley Bridge (Î.-P.-É.) dans le cadre de son Programme des ports pour petits bateaux, selon un communiqué.

Le projet a été annoncé récemment par M. Bernard Valcourt, ministre des Pêches et des Océans.

Les travaux consistent en la construction d'un quai à piliers d'acier de 40 mètres, du côté est du port de Stanley Bridge. Depuis l'affaissement récent d'une

section du quai, des réparations mineures ont été faites pour stabiliser la structure pour que le port demeure fonctionnel. Le nouveau quai devrait être terminé à l'été 1991.

«Nous sommes très heureux de pouvoir répondre aux besoins de Stanley Bridge avec un nouveau quai, de déclarer M. Valcourt. Ce projet manifeste la volonté du gouvernement fédéral de fournir aux pêcheurs les infrastructures dont ils ont besoin pour travailler de façon sûre et efficace.»★



Appel d'offres

MINISTÈRE DES FINANCES
DIVISION DES ACHATS

On recevra des soumissions cachetées pour les suivants:

Soumission no 902660 - Cabine de camion et châssis

Description : Camion 6 roues, PNV 35 000 lbs.
Date limite : 12 h le jeudi 1er novembre 1990

Soumission no 902661 - Niveleuse-benne

Description : Niveleuse-benne toute saison
Date limite : 12 h le mardi 6 novembre 1990

Soumission no 902665 - Poteaux galvanisés à chaud

Description : 1 100 poteaux galvanisés pour affiches, pièces d'ancrage et matériel associé
Date limite : 12 h le jeudi 1er novembre 1990

On peut obtenir des documents de soumission au bureau du soussigné, pièce 27, troisième étage, 95, rue Rochford, Charlottetown (Î.-P.-É.) ou en composant le 368-4040.

Ni la plus basse ni aucune des soumissions ne sera nécessairement retenue.

John MacRae
Directeur
Division des achats



OFFRE D'EMPLOI

(pour la région de Charlottetown)

La Voix acadienne est à la recherche d'un(e) pigiste pour la région de Charlottetown.

La personne devra produire des articles sur divers événements précis ou autres. Elle devra aussi prendre des photos. L'appareil et les films seront fournis par le journal.

Pour tout renseignement concernant cet emploi, communiquez avec :

Mme Marcia Enman, directrice
au 436-6005 ou au 436-8988

DE TIGNISH À SOURIS...

Tignish

M. et Mme Pius Pitre sont de retour à leur chalet à Hamilton (Ont.) après avoir passé deux semaines à Tignish et les alentours. Mme Pitre est la fille de Hector et Mélina Richard.

M. et Mme Joseph Richard de Borden étaient à visiter avec de la parenté et des amis pour la fin de semaine.

M. et Mme Elmer Blanchard de Dundas (Ont.) sont de retour chez eux après avoir passé l'été à leur chalet à Tignish et Jude's Point.

M. Preston Hogan et Mme Wilbert Hogan étaient à visiter avec Hector et Mélina Richard. Ils ont joué des jeux de cartes.

M. et Mme Joseph Doucette, Deblois, sont en promenade à Toronto et à Hamilton visiter leurs enfants et amis pour deux semaines.

Est décédé à l'hôpital d'Alberton, Marie Ida Arsenault - âgée de 92 ans. Elle laisse dans le deuil beaucoup d'enfants et d'arrière-petits-enfants. Que son âme repose en paix.

M. et Mme Eric Arsenault de Miscouche visitaient avec Mélina et Hector Richard récemment.

Abram-Village

M. et Mme Léo P. Gallant, M. et Mme Félix Arsenault ainsi que Norman Gallant sont allés aux Îles de la Madeleine visiter Lorraine

et son mari, Raymond LeBlanc. Lorraine est la fille de M. et Mme Léo P. Gallant.

M. et Mme Wendell Gallant et M. et Mme Alphonse Arsenault sont allés passer une fin de semaine à Halifax (N.-É.).

M. Joslyn Arsenault, fils de M. et Mme Ronald Arsenault s'est cassé un os dans le genou et a dû être hospitalisé pour des soins médicaux.

Mme Aldine Arsenault a passé une fin de semaine à Tignish où elle assistait au mariage d'un de ses neveux.

M. et Mme Edgar Gallant sont allés visiter leurs deux filles Linda et Jean à Halifax (N.-É.).

M. Daniel Arsenault, fils de M. et Mme Ernest Arsenault a passé quelques jours à l'hôpital Queen Elizabeth, Charlottetown, pour des soins médicaux.

Mme Edna Guay et son fils Patrice de Dieppe (N.-B.) ont passé la fin de semaine chez ses parents, M. et Mme Edward Gallant.

M. Donald Gallant, fils de M. et Mme Jacques Gallant est retourné à Calgary (Alberta) après avoir passé ses vacances chez ses parents.

M. et Mme Sylvère Arsenault et M. et Mme Joseph Arsenault et leurs enfants sont allés à Rogersville (N.-B.) visiter le frère de Sylvère qui s'appelle Léo et

qui est âgé de 98 ans. Il demeure au Foyer Assomption. Ils sont aussi allés à Moncton (N.-B.) visiter des amis.

Baie-Egmont

Nos sincères condoléances à la famille de Mme Madeleine Arsenault qui est décédée au Summerset Manor dernièrement. Les funérailles ont eu lieu à l'église St-Philippe-et-St-Jacques à Baie-Egmont. Ses enfants Norma

de Toronto, Freda, Delphine et Tilmont de Montréal sont venus pour les funérailles.

Nos condoléances à la famille de Mme Délina Arsenault et aussi à la famille de Albénie Gallant dont les funérailles ont eu lieu à l'église de Baie-Egmont.

M. et Mme Nazaire DesRoches sont allés visiter leurs amis de Hamilton, Toronto et Connecticut.

M. et Mme Euclide Gallant et

M. et Mme Alfred Arsenault sont allés passer quelques jours à Maine où ils visiteront des expositions.

M. et Mme Edmond Gallant sont allés passer la fin de semaine à Moncton où ils ont visité M. et Mme Ernest Arsenault.

Michel Gallant a accompagné M. et Mme Henri Gallant quand ils sont allés visiter le frère de Mme Gallant et sa belle-soeur à Trenton.★

Les cultivateurs d'arbres fruitiers en voyage

Par E. Elizabeth CRAN

Une douzaine de cultivateurs d'arbres fruitiers de la région Prince ouest ont passé un après-midi profitable et agréable le samedi 29 septembre en compagnie de M. Chris Prouse, spécialiste en horticulture du ministère de l'Agriculture, et de M. Ivan Ashley, préposé au groupe et cultivateur d'Alma.

D'abord le groupe a étudié les greffes faites par M. Ashley dans son verger, dont un bon pourcentage a réussi. Il essaie de garder certaines variétés de pommiers d'autrefois de cette façon. Ensuite M. Prouse a démontré comment ceux qui possèdent des vergers commerciaux savent si leurs pommes sont mûres et s'il est temps de les cueillir. On met une tranche découpée d'une pomme dans une solution d'iode. Si le fruit reste

pâle, on sait qu'il est mûr. Autrement il prend une teinte sombre. On a également regardé environ 2 100 fraisiers cultivés organiquement, et discuté du pour et du contre de cette sorte d'agriculture.

On avait prévu aussi des visites aux vergers de M. Harry Dunn d'Elmsdale et de M. Jim Gallant de Bloomfield. Malheureusement

ces deux messieurs n'étaient pas disponibles et la tournée a dû être abrégée.

Le regroupement de cultivateurs d'arbres fruitiers de la région Prince ouest existe depuis plus de cinq ans et est le seul de la sorte à l'Île, comprenant une quarantaine de gens, de North Cape jusqu'à Summerside.★

La proportion d'enfants est à la baisse au Canada

OTTAWA (APF) : La proportion d'enfants de moins de 14 ans a diminué au Canada, passant de 30 pour 100 en 1971 à 21 pour 100 en 1986.

Selon une récente publication de Statistique Canada intitulée «Un portrait des enfants au Canada, 1976 - 1989», il y a de nos jours davantage d'enfants qui sont élevés hors de la famille traditionnelle. En fait, la proportion des enfants vivant dans des familles époux-épouses est tombée de 89 pour 100 à 85 pour 100 entre 1976 et 1986, alors que la proportion d'enfants vivant dans des familles monoparentales a augmenté de 9 pour 100 à 13 pour 100 durant la même période.

Le monde de l'électronique fait de plus en plus partie du monde des enfants. Trois enfants sur quatre âgés de 0 à 15 ans vivaient dans des familles qui possédaient un magnétoscope, nous dit Statistique Canada, et un sur cinq dans une famille qui possédait un ordinateur.

L'envers de la médaille, c'est que près de 16 pour 100 de tous les enfants au Canada vivaient dans des familles à faible revenu.★



La
générosité
réinventée

Un programme national qui nous invite à donner temps et argent aux causes de notre choix.

GOVERNEMENT
DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

B.D.P.

(BONS DE DÉPÔT PROVINCIAUX)
DE 50\$ DESTINÉS
AU PETIT INVESTISSEUR

**RAPPORTENT 11,75% POUR LE MOIS
DE OCTOBRE 1990**

VOUS N'AVEZ PAS BESOIN DE BEAUCOUP D'ARGENT
POUR INVESTIR DANS DES *BONS DE DÉPÔT PROVINCIAUX
(UN MINIMUM DE 50,00\$) - MAIS VOUS POUVEZ
PROFITER DE TOUS LES AVANTAGES DU GROS
INVESTISSEUR. LES B.D.P. SONT:

- UN PLACEMENT AVANTAGEUX
- intérêt déterminé mensuellement
- UN PLACEMENT SÛR
- appuyé par le gouvernement provincial
- UN PLACEMENT FLEXIBLE
- remboursable n'importe quand
- intérêt payé ou composé deux fois l'an
- le capital doit être déposé au moins 90 jours
pour recevoir l'intérêt

RENSEIGNEMENTS AU 368-4009, AU BUREAU DU MINISTÈRE
DES FINANCES, 2^e ÉTAGE, IMMEUBLE SHAW, RUE ROCHFORD,
CHARLOTTETOWN, OU AUX BUREAUX DE LA DIVISION
DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE DE SUMMERSIDE, ALBERTON,
MONTAGUE ET SOURIS



**MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ET DES TRAVAUX PUBLICS**

Province de l'Île-du-Prince-Édouard

Les soumissions cachetées seront reçues jusqu'à 12 h le vendredi
12 octobre 1990 pour :

LE TRANSPORT DE SEL DE VOIRIE EN VRAC À DIVERS
ENDROITS DANS LE COMTÉ DE PRINCE

LE TRANSPORT DE SEL DE VOIRIE EN VRAC À DIVERS
ENDROITS DANS LE COMTÉ DE QUEENS

LE TRANSPORT DE SEL DE VOIRIE EN VRAC À DIVERS
ENDROITS DANS LE COMTÉ DE KINGS

On peut obtenir le cahier de charge et le formulaire de soumission au
bureau du soussigné, Immeuble Jones, 11, rue Kent, Charlottetown
(Î.-P.-É.).

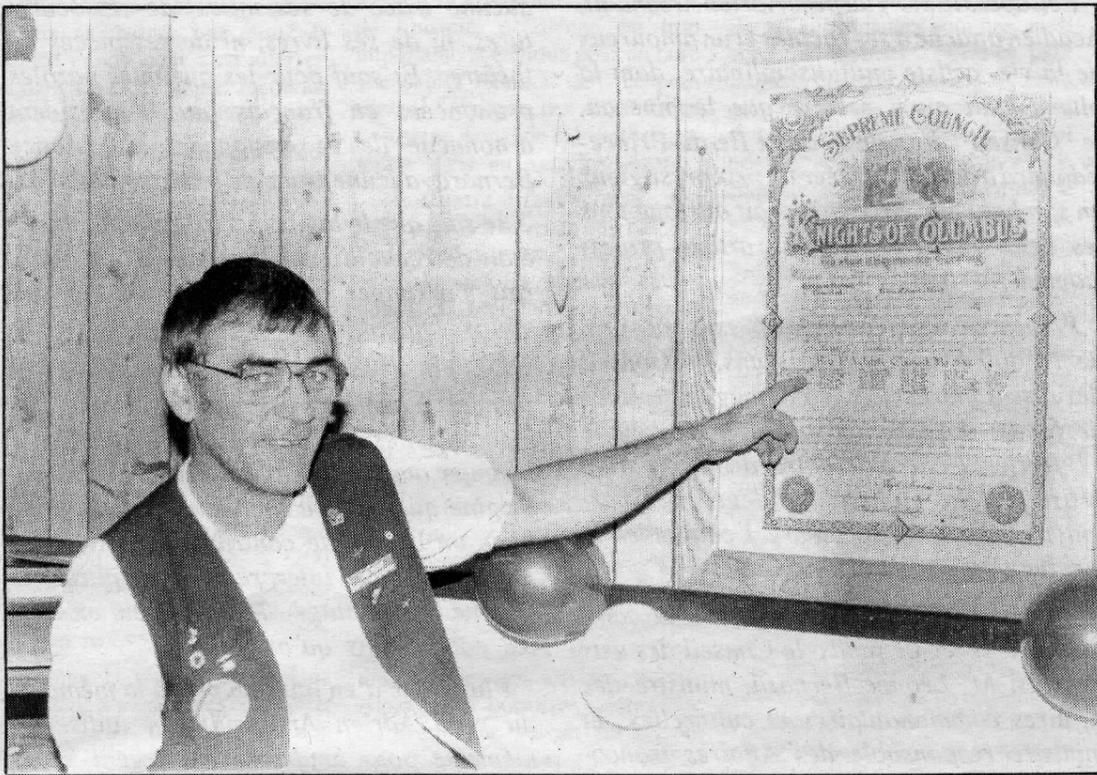
Ni la plus basse, ni aucune des soumissions ne sera nécessairement
retenue.

Note : Les soumissions seront ouvertes à l'heure indiquée ci-dessus.
Les soumissionnaires sont invités à présenter leur demande
en personne (ou autrement) et à assister à l'ouverture.

Honorable Gordon MacInnis
Ministre

Les Chevaliers de Colomb de Palmer-Road

Toujours actifs



On aperçoit M. Martin MacRae de St. Edwards qui est un membre actif des Chevaliers de Colomb. (Photo : Debbie Horne)

Par E. Elizabeth CRAN

Ceux et celles qui lisent le bulletin communautaire de Tignish et Palmer-Road ne peuvent qu'être frappés par la quantité d'activités organisées par les Chevaliers de Colomb de cette paroisse. Deux fois par mois, et parfois plus souvent, ils préparent et servent un brunch auquel assiste une moyenne de 80 à 100 personnes. Dans les mêmes délais, ils organisent un bingo 50/50 les dimanches après-midi. Et puis il y a des danses et des projets spéciaux, tels que paver le chemin du cimetière.

Selon M. Willard Mokler, député régional des Chevaliers qui fait lui-même partie du groupe de

Palmer-Road, tout cela et bien plus peut se faire parce que le groupe est si grand qu'il a un choix de membres pour chaque projet. En effet, le groupe, qui existe depuis cinq ans seulement, compte environ 85 membres dont bon nombre sont actifs. Assez tôt, ils ont offert de s'occuper de la salle paroissiale, qu'on appelle maintenant la Salle des Chevaliers de Colomb. Là ont lieu la plupart de leurs activités et aussi plusieurs réunions régulières d'autres organismes. Là aussi ont lieu les réceptions et d'autres grands rassemblements de famille. Mme Carlene Doucette, cuisinière embauchée par les Chevaliers, y travaille à plein temps l'été et à temps partiel le reste de l'année. C'est parce qu'ils avaient la direc-

tion de la salle que les Chevaliers ont eu l'idée d'y servir des brunches au profit des oeuvres de charité.

Naturellement une bonne proportion de l'argent ramassé par les Chevaliers va aux oeuvres paroissiales, y compris actuellement le projet de peindre l'église extérieurement et intérieurement pour préparer son centenaire en 1992. Mais les Chevaliers envoient une bonne partie également aux pères Melvin Doucette et Roy Shea, missionnaires respectivement en Afrique et au Brésil. Dernièrement, toujours selon M. Mokler, on leur a envoyé 500 \$ chacun.

Ce groupe bénévole très actif est dirigé actuellement par M. Robert Gaudet.★

Des conseils pour prévenir les vols d'autos

Les policiers frustrés nous disent toujours «Le meilleur outil contre le vol d'auto se trouve au volant : le conducteur», selon un communiqué.

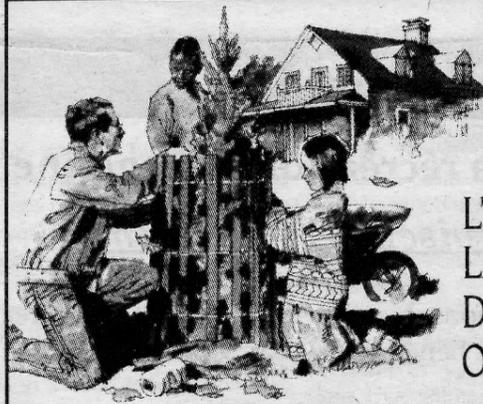
Les vols d'autos ont augmenté à travers tout le pays, mais les conducteurs peuvent protéger une de leur plus précieuse et dispendieuse possession avec bon sens.

Il faut se rappeler d'une chose

très importante. Barrez la voiture et mettez en poche la clé. Vingt pour 100 des voitures volées à travers du pays ont la clé dans le contact. Si vous stationnez sur la rue, tournez vos roues vers le rebord. C'est plus difficile pour le voleur de remorquer. Il faut toujours stationner dans un secteur bien éclairé.

Cachez vos colis, vêtements ou tout qui pourrait attirer l'attention du voleur. Vous pouvez peut-être

même installer un dispositif antivol si vous demeurez dans un secteur où il y a plusieurs vols. Mettez un contact qui arrête le courant d'essence du carburateur et un tringle en acier qui bloque le volant au frein. Ces appareils aident à prévenir les vols d'autos vu qu'une auto est volée tous les six heures dans la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick. Il y a moins de vols sur l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve, seulement un par jour.★



L'AUTOMNE...
LA SAISON
DES
OBLIGATIONS

SOYEZ PRÉVOYANT!

Achetez vos nouvelles Obligations d'épargne du Canada!

Sûres

- Garanties par le gouvernement du Canada

Profitables

- Les Obligations d'épargne du Canada offrent des taux d'intérêt concurrentiels, car ils sont ajustés chaque année aux taux du marché.

Encaissables

en tout temps

- Vous pouvez les encaisser quand bon vous semble, selon vos besoins.

Le taux d'intérêt sera annoncé à la mi-octobre.

Le taux d'intérêt de la nouvelle émission et des émissions en cours, ainsi que la limite d'achat pour cette année, seront annoncés à la mi-octobre dans les médias et dans toutes les institutions financières autorisées. Ouvrez l'oeil et soyez prêt!

Achetez les vôtres dès le 18 octobre!

À compter du jeudi 18 octobre jusqu'au jeudi 1^{er} novembre inclusivement, procurez-vous les nouvelles Obligations d'épargne du Canada.

Pour tout achat d'obligations effectué au cours de cette période, le paiement pourra être daté du 1^{er} novembre, jour où les nouvelles obligations commencent à rapporter de l'intérêt. Il est à noter que la vente

des obligations de cette émission peut prendre fin à tout moment.



EN VENTE DU
18 OCT.
AU
1^{er} NOV.



Canada

Les Obligations d'épargne du Canada

SAVOIR PRÉVOIR

Offre d'emploi**Centre de récréation Évangéline****Superviseur(e) de cantine**

Tâches : responsable de trouver et de préparer les horaires des bénévoles à la cantine et au guichet de l'aréna.

Salaire : 40 \$ par semaine

Date limite : le 12 octobre 1990

Note : S'il-vous-plaît, envoyer votre lettre de demande au :

Centre de récréation Évangéline

a/s Serge Arsenault

Abram-Village

(Î.-P.-É.)

COB 2E0

Université Sainte-Anne**Appel aux candidatures**

Université Sainte-Anne, seule université francophone en Nouvelle-Écosse, est à la recherche de candidat(e)s désireux(euses) de remplir le poste suivant. Tou(te)s les candidat(e)s doivent bien posséder la langue française, et de préférence être bilingue. Capacité d'adaptation dans une petite université.

Directeur, Centre Jodrey

Le Centre Jodrey a été créé pour desservir les petites entreprises et pour développer l'économie des régions acadiennes de la Nouvelle-Écosse. Un comité, composé d'entrepreneurs, conseille le directeur et précise la mission et les objectifs du Centre. Le directeur répond au directeur du département des sciences administratives.

SERVICES AUX ENTREPRENEURS

- services d'aide-conseil et de consultation;
- programmes et cours de formation;
- bibliothèque de documentation et d'information;
- projets de recherche commerciale et industrielle;
- banque de personnes ressources;
- profils économiques.

EXIGENCES

- M. B. A. ou l'équivalent
- Expérience en affaires
- Connaissance de l'économie des régions acadiennes de la Nouvelle-Écosse
- Habilité de travail en équipe
- Connaissance des programmes d'assistance aux entreprises
- Horaire varié
- Possibilité d'enseignement

Conditions pour ce poste

Salaire selon la formation et l'expérience.

Entrée en fonction : à discuter avec le (la) candidat(e) sélectionné(e).

Les demandes pour ce poste accompagnées d'un curriculum vitae ainsi que le nom et les coordonnées de trois répondants doivent être envoyées avant le 31 octobre 1990 à :

Gérald C. Boudreau, Ph.D.

Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche

Université Sainte-Anne

Pointe-de-l'Église (N.-É.)

BOW 1M0

(902) 769-2114, poste 113 Télécopieur (902) 769-2930

OBSERVATION**Opinion personnelle**

Peu après la mort du père Adrien Arsenault, Acadien attaché à ses racines et un amoureux de la vie, artiste multidisciplinaire, dont la plume était aussi précise que le pinceau, le Conseil des arts de l'Île-du-Prince-Édouard a décidé de créer un prix prestigieux en son honneur, prix qui serait attribué tous les deux ans à un ou une artiste professionnel méritant.

Pour pouvoir accorder ce prestigieux prix de 10 000 \$ tous les deux ans, le Conseil des arts a entrepris une campagne de levée de fonds, dont le lancement a eu lieu le 11 février 1990 au Centre de la création artistique du Holland College, à Charlottetown, où on a célébré l'oeuvre et la vie du père Adrien Arsenault.

Comme président d'honneur de la campagne de levée de fonds, le Conseil des arts a choisi M. Léonce Bernard, ministre des Affaires communautaires et culturelles et ministre responsable des Affaires francophones et Acadien convaincu. Jusque là tout va bien.

Le Conseil des arts voudrait recueillir 100 000 \$, les intérêts seulement seront distribués sous la forme du fameux prix, dont il n'existe pas de traduction officielle en français. «The Father Adrien Arsenault Senior Arts Award» sera donné pour la première fois en 1992 et l'argent ne pousse pas dans les arbres.

C'est pour recueillir des fonds qu'un sous-comité du Conseil des arts a organisé un party fancy dont le prix des billets (50 \$ par personne) les limitait à l'élite de la région de Charlottetown. Seuls quelques membres de la famille étaient présents.

Dans cette salle à l'atmosphère précieuse et distinguée, aucun signe du passage du père Adrien Arsenault sur la terre. Aucune fleur, lui qui était un amoureux des fleurs,

aucune trace de ses toiles, de ses sculptures, ni de ses livres, ni de ses pièces de théâtre. Et sauf pour les quelques paroles prononcées en français par le président d'honneur de la campagne, M. Léonce Bernard, aucune trace de français non plus.

Je sais que le but principal de cette soirée était de recueillir des fonds, mais on pourrait s'arranger pour que ce soit un peu moins évident.

De plus, dans une lettre adressée en français à quelques associations acadiennes francophones, le Conseil des arts va jusqu'à insinuer que les Acadiens, étant de la même origine que le père Arsenault, devraient se faire un devoir de contribuer. Cette insinuation a été interprétée par plusieurs comme un chantage. Mais on peut en tirer les conclusions qu'on veut.

Plutôt que d'en faire un prix à la mémoire du père Adrien Arsenault, on utilise sa mémoire pour amasser de l'argent.

Ce commentaire n'a pas pour objet de détruire ou de dénigrer l'initiative du Conseil des arts, ni de ternir la mémoire du père Adrien Arsenault. Au contraire.

Je trouve seulement dommage que le prix du billet pour une personne soit tellement élevé que très peu de gens ont pu se permettre d'y aller. Je trouve seulement dommage qu'on utilise les origines acadiennes du père Adrien pour manipuler les Acadiens, alors qu'en d'autres temps, on ne fait aucun cas de ses origines. Il est vrai que sa réputation d'artiste avait atteint un niveau où les origines ne font plus de différences.

J'espère que le Conseil des arts et le sous-comité responsable de la levée des fonds comprendront l'importance de faire participer, non seulement l'élite, mais aussi et surtout le monde ordinaire.★

Jacinthe Laforest



**LÉGION ROYALE
CANADIENNE
DE WELLINGTON**
Filiale no 17

Activités de la semaine

le jeudi 11 octobre : *Tournoi de cribbage*

200 \$ en prix
10 \$ par équipe

le samedi 13 octobre : *Divertissement au Salon-bar
avec Valley Trio*

21 h à 00 h 30 Entrée gratuite



**Bonjour
Atlantique Î.-P.-É.**

Pour obtenir plus de renseignements, composez le 0-506-853-6644 en studio durant l'émission, à frais virés, ou le 0-506-853-6675 après l'émission, service de répondeur, 24 heures sur 24, à frais virés.

La hausse du prix du carburant entraîne une majoration des tarifs traversiers

Les usagers des traversiers dans le Canada atlantique sont appelés à défrayer une partie de l'augmentation du prix du carburant en raison de la montée soudaine du prix du pétrole. Marine Atlantique a reçu la permission de Transports Canada de majorer ses tarifs de passagers, de véhicules et de marchandises de 5 pour 100, à compter du vendredi 5 octobre, selon un communiqué.

«Notre capacité d'entreposer de grandes quantités de combustible à Borden et à Port-aux-Basques explique pourquoi notre réaction n'a pas été aussi immédiate que celle des autres transporteurs», a déclaré Cliff Kelley, vice-président principal de la société d'État. «Cependant, le prix de nos derniers achats a augmenté de 20 pour 100, ce qui aura des effets considérables sur nos frais

d'exploitation. La majoration des tarifs annulera partiellement ce coût additionnel. Nous nous proposons d'annuler le reste de l'augmentation par des mesures de conservation de combustible».

La majoration de 5 pour 100 apparaîtra séparément sur le billet des passagers et des véhicules. Par exemple, le prix total du billet des

passagers et des véhicules entre Borden et Cap-Tourmentin coûtera 50 cents de plus et 2,85 \$ de plus entre North Sydney et Port-aux-Basques.

«Cette mesure restera en vigueur jusqu'à la fin de l'année, a affirmé M. Kelley. D'ici là,

nous aurons consommé le gros du carburant dont nous disposons à l'heure actuelle et nous examinerons à nouveau la nécessité de cette majoration, compte tenu des conditions du marché qui prévalent à ce moment-là».

Les traversiers de Marine Atlantique passent à l'horaire d'automne

Le service traversier de l'Île-du-Prince-Édouard passait à son horaire d'automne le vendredi 5 octobre, selon un communiqué.

Depuis ce jour, les navires traversent le détroit de Northumberland quatorze fois par jour en partance de Borden (Î.-P.-É.) et de

Cap-Tourmentin (N.-B.). Les départs ont lieu à 1h, 6 h 30, 8 h, 9 h 30, 11 h, 12 h 15, 13 h 30, 14 h 45, 16 h, 17 h 15, 18 h 30, 19 h 45, 21 h 15 et 23 h.

L'Abegweit commençait son service régulier le 5 octobre aux côtés du Holiday Island afin de

remplacer le Vacationland. Ce dernier subira pendant environ un mois ses travaux de remise en état biannuelle à Les Méchins, au Québec. L'Abegweit restera en service au retour du Vacationland.

L'horaire d'automne restera en vigueur jusqu'au 30 novembre.★

Attention éleveurs de porc

Vous pouvez maintenant envoyer les demandes de financement qui s'inscrivent dans le cadre du Projet spécial d'aide aux éleveurs de bétail de la région de l'Atlantique.

Les éleveurs de porc de l'Île-du-Prince-Édouard qui ont vendu des bêtes l'an dernier sont admissibles au financement en fonction du nombre de bêtes.

Les demandes doivent être postées d'ici le 12 octobre 1990 comme en fera foi le cachet de la poste.

Ce projet spécial de 6 millions de dollars a été mis en oeuvre pour atténuer les conditions économiques désavantageuses que connaît le secteur de la viande rouge dans la région de l'Atlantique.

Canada

Agriculture Canada

Le défi... ses récompenses

«Le commerce est le moteur de l'économie canadienne. Il fait partie de notre patrimoine et constitue le pivot de notre avenir. De nos jours, le Canada voit à promouvoir auprès des marchés étrangers notre engagement à offrir des produits et des services supérieurs à prix concurrentiels. Grâce à ses initiatives, notamment l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, le gouvernement du Canada prouve sa volonté de vous aider à relever les défis que comporte une économie mondiale en pleine mutation.»

L'Honorable John C. Crosbie
Ministre du
Commerce extérieur

Le commerce de l'exportation pose un défi. Ce défi, bien des Canadiens l'ont relevé. Dans l'ensemble, notre pays tire un tiers de ses revenus des marchés étrangers et trois millions d'emplois au Canada sont tributaires du commerce. Voilà une réussite digne de nombreux efforts.

Tous les ans, nous rendons hommage à des entreprises canadiennes qui voient au delà

de nos frontières tout en ayant la ferme détermination d'y réussir. Permettez-nous, en votre nom, de souligner l'excellence des produits et des services de 14 entreprises qui exportent partout dans le monde. Nous sommes fiers de faire connaître le nom des récipiendaires des Prix d'excellence à l'exportation canadienne.



Prix d'excellence à l'exportation canadienne 1990

ATS Inc.
Kitchener (Ontario)
Conception et production de systèmes automatisés de fabrication.

Boeing Canada Technology Ltd.
Division de Winnipeg
Winnipeg (Manitoba)
Fabrication de composants aéronautiques et aérospatiaux.

DRECO Rig Technology & Construction
Edmonton (Alberta)
Conception et fabrication d'appareils et d'équipements de forage.

Groupe Lavalin Ltée
Montréal (Québec)
Services conseils en ingénierie.

H.A. Simons Ltd.
Vancouver (Colombie-Britannique)
Services de gestion et de conception d'ingénierie.

Lovat Tunnel Equipment Inc.
Rexdale (Ontario)
Conception et fabrication de machines de forage de tunnels.

Magic Pantry Foods
Hamilton (Ontario)
Confection de mets préparés de longue conservation.

Nexus Engineering Corp.
Burnaby (Colombie-Britannique)
Conception et fabrication d'équipements de communications par fréquences radio.

Northern Telecom
Mississauga (Ontario)
Fabrication d'équipements de télécommunications.

Seagull Pewter and Silversmiths Ltd.
Pugwash (Nouvelle-Écosse)
Fabrication d'articles cadeaux en étain.

TECHNOLOGIES MPB INC.
Dorval (Québec)
Fabrication de systèmes sous-marins de télécommunications.

Thomas Equipment Ltd.
Centreville
(Nouveau-Brunswick)
Fabrication d'équipements industriels et agricoles.

VÊTEMENTS PEERLESS INC.
Montréal (Québec)
Conception et confection de vêtements pour hommes.

Western Co-Ordinators Limited
Corner Brook (Terre-Neuve)
Récolte et transformation de produits de la pêche.

Vous voulez exporter? Communiquez avec Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada.

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada
External Affairs and
International Trade Canada

Canada

L'excellence dans l'exportation

Un abonnement à La Voix acadienne:
un cadeau qui dure...★



La Commission de la fonction publique du Canada sollicite des candidatures pour combler des postes aux ministères suivants :

Pêches et Océans

Analyste économique principal(e)

47 826 \$ - 54 599 \$

Moncton (Nouveau-Brunswick)

Numéro de référence : S-90-12-0230(W3F)

Entreprendre une analyse économique sur les différentes espèces de poissons pour en déterminer les incidences sur les politiques et priorités en matière de pêche ainsi que sur les programmes de développement et de gestion. Vous siégerez à des comités interministériels, interrégionaux et fédéraux-provinciaux.

Un diplôme universitaire avec spécialisation en économie. Une vaste expérience dans la conduite d'études économiques ayant trait, de préférence, aux pêches ou à un autre domaine des ressources naturelles. La compétence en français et en anglais est essentielle. Une vérification complète de la fiabilité sera effectuée avant la nomination.

Travaux publics Canada

Ingénieur(e) en mécanique

41 573 \$ - 58 600 \$ (en révision)

Moncton (Nouveau-Brunswick)

Numéro de référence : S-90-12-0200(W3F)

Fournir aux ministères clients et aux consultants une expertise en génie mécanique. Organiser des projets mettant l'accent sur l'ingénierie des installations pénitenciaires et en superviser d'autres portant notamment sur les génératrices de secours, les communications et les contrôles de sécurité.

Un diplôme universitaire en génie mécanique ou l'admissibilité au titre d'ingénieur(e) professionnel(le) au Canada. Une vaste expérience des systèmes CVAC, de même qu'en plomberie, en construction et en conception de services municipaux. La compétence en français et en anglais est essentielle. Une autorisation de sécurité au niveau confidentiel sera effectuée avant la nomination.

Acheminez votre demande d'emploi avant le 19 octobre 1990, en indiquant le numéro de référence approprié, à la Commission de la fonction publique du Canada, 860, rue Main, bureau 603, Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 1G2.

Nous nous engageons face au principe de l'équité en matière d'emploi.

Les renseignements personnels sont protégés par la Loi sur la protection des renseignements personnels. Ils seront conservés dans le fichier de renseignements personnels CFP/P-PU-040.

This information is available in English.

Canada



Commission de la fonction publique du Canada Public Service Commission of Canada

Un atelier sur le racisme

Un atelier sur l'apartheid en Afrique du Sud et sur le racisme au Canada aura lieu le 20 octobre à Charlottetown, au Centre de la Basilique, de 12 h 30 à 17 h. L'atelier est commandité par OXFAM Canada et l'Institut Cooper, selon un communiqué.

On pourra y voir et entendre un groupe de théâtre d'origine sud-africaine, établi à Halifax, appelé «Umbazabalazo» ainsi que des représentants de la communauté micmaque de l'Île-du-Prince-Édouard.

Par l'entremise de courtes scènes de théâtre et de présentations de la part des membres de la table ronde, les participants à l'atelier examineront le racisme dans notre société en établissant des parallèles

entre le traitement qu'on inflige aux autochtones du Canada et aux Noirs en Afrique du Sud.

Mme Valerie Carvery, qui travaille pour OXFAM Canada à Halifax, agira comme modératrice et animatrice de l'atelier. À propos de l'atelier, Mme Carvery a dit : «Le racisme n'est pas le problème des Noirs ni des autochtones. Le racisme est le problème de tout le monde. L'Île-du-Prince-Édouard a droit à des félicitations pour avoir décidé de s'attaquer à ce problème dans le cadre d'un atelier, particulièrement après les événements d'Oka, cet été».

L'atelier est offert gratuitement à tous les intéressés et un service de garde d'enfants est fourni. On peut obtenir des formulaires

d'inscription à l'Institut Cooper, au 894-4573, ou au Voluntary Resource Center, au 368-7337.

Le groupe «Umbazabalazo» donnera aussi une représentation le samedi 20 octobre en soirée, à la salle du Théâtre MacKenzie. Le groupe avait été très apprécié à l'Île-du-Prince-Édouard en mars 1990, à l'occasion de la libération de Mendela.★

AGA de la Société des Jeux de l'Acadie Inc.

La dixième Assemblée générale annuelle de la Société des Jeux de l'Acadie Inc. se tiendra les 20 et 21 octobre 1990 au Manoir Adelaide de Dalhousie (Nouveau-Brunswick), selon un communiqué.

C'est sous le thème «Faisons le point» que se réuniront les 24 délégués régionaux du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard ainsi que les membres du Conseil d'administration.

L'Assemblée générale annuelle débutera à midi le samedi avec un goûter offert par la municipalité de Dalhousie pour se poursuivre jusqu'aux environs de midi le dimanche.

La première partie de la réunion d'affaires permettra l'étude de nombreux rapports, après quoi les délégués présents concentreront leurs efforts sur la plénière qui a pour thème «La Société des Jeux de l'Acadie : Le bilan». Selon Madame Yvette Finn, présidente de la Société des Jeux de l'Acadie Inc, «Il est devenu approprié, alors que les Jeux de l'Acadie entreprennent leur deuxième décennie, de reviser l'orientation et la programmation».

La journée du samedi se terminera par un banquet au restaurant Canton et une soirée sociale offerte par La Station.

Les délibérations reprendront le dimanche matin avec la suite de la réunion d'affaires. Au cours de celle-ci on procédera entre autres à l'élection d'un nouveau Bureau de direction et on se penchera sur les résolutions soumises par les comités régionaux.★

Préparez vos pièces de monnaie pour l'Halloween

unicef



Ministère des Finances

Division des achats

Appel d'offres

Équipement de communication - Matériel et logiciel Soumission No 902654

Les soumissions cachetées seront reçues jusqu'à 12 h le mardi 30 octobre 1990 pour l'approvisionnement d'équipement de communication pour interfaçage avec le câblage à paire torsadée.

On peut obtenir les documents de soumission au bureau du soussigné, pièce 27, troisième étage, 95, rue Rochford, Charlottetown (I.-P.-É.) ou en composant le 368-4040.

Ni la plus basse ni aucune des soumissions ne sera nécessairement retenue.

John MacRae

Directeur

Division des achats

Appel d'offres

Marine Atlantique S.C.C. demande des soumissions pour la démolition du hangar de transit, North Sydney, en Nouvelle-Écosse.

Les soumissions cachetées seront reçues jusqu'à 15 h, heure avancée de l'Atlantique le 25 octobre 1990.

Les entrepreneurs professionnels pourront obtenir les plans et devis moyennant un dépôt de cinquante dollars (50 \$) versé en argent comptant ou sous forme de chèque visé fait à l'ordre de Marine Atlantique S.C.C.

Le dépôt sera remboursé à la condition que les plans et devis soient remis en bon état dans le mois suivant la date d'ouverture des soumissions.

Toutes les soumissions doivent être accompagnées d'un cautionnement de soumission équivalant à 5 % du prix de la soumission. Il devra provenir d'une société de cautionnement ou d'indemnité approuvée par Marine Atlantique.

On peut se procurer les plans et devis auprès de M. B.A. Stewart, chef des services d'ingénierie, Marine Atlantique S.C.C., 100, rue Cameron, Moncton, (N.-B.) E1C 5Y6. Une visite d'inspection des lieux peut être organisée en communiquant avec M. Stewart au (506) 851-3635.

Pour être prises en considération, les soumissions doivent être présentées sur les formulaires préparés à cette fin.

Marine Atlantique S.C.C. ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Cet appel d'offres ne doit pas être interprété comme une offre.

Président-directeur général



Marine Atlantique
Marine Atlantique

La Commission de la fonction publique du Canada sollicite la candidature de personnes qualifiées pour combler les postes suivants à différents ministères :



SERVICE DES PARCS

Gardien(ne)s de parc
Divers parcs - région de l'Atlantique

27 817 \$ - 30 112 \$

Postes saisonniers et temporaires
Référence : **S-90-11-PARK-ENVC(W3F)**

Vous participerez à des études de terrains, des inspections et des programmes de gestion des ressources en vue de préserver et d'administrer les ressources naturelles et historiques du parc. Vous contribuerez à appliquer des mesures d'urgence afin de protéger la vie humaine ou l'environnement dans le parc ainsi qu'à faire respecter les lois. Vous devez posséder une attestation reconnue de formation postsecondaire de deux ans en gestion de ressources naturelles ou en sciences naturelles. Des antécédents dans des programmes de conservation des ressources sont également nécessaires. Certains postes exigent une excellente connaissance de l'anglais et d'autres la maîtrise des deux langues officielles. Vous devrez aussi détenir un permis de conduire, subir un examen médical ainsi qu'être disposé(e) à vous réinstaller au besoin dans d'autres parcs nationaux.

Interprètes de parc

Divers parcs - région de l'Atlantique
27 817 \$ - 30 112 \$

Postes saisonniers et temporaires
Référence : **S-90-11-TERP-ENVC(W3F)**

Vous préparerez des programmes d'interprétation des secteurs historiques, concevrez des excursions et programmes spéciaux d'interprétation des richesses naturelles et culturelles du parc, et vous élaborerez du matériel de vulgarisation à l'intention du public. Enfin, vous préparerez un répertoire des caractéristiques naturelles et culturelles du parc. Pour postuler, il vous faut un diplôme d'études secondaires et une certaine dose d'expérience pertinente en interprétation de la nature, ou dix cours postsecondaires connexes combinés à des antécédents en communication, ou seize cours de niveau postsecondaire appropriés (p. ex. en écologie, botanique, zoologie, archéologie, foresterie, science des sols, géographie et géologie). Certains postes exigent une excellente connaissance de l'anglais et d'autres la maîtrise des deux langues officielles. Veuillez décrire les cours de science pertinents que vous avez suivis et préciser la nature de votre expérience en communication. Les candidat(e)s qualifié(s) devront se soumettre à un examen écrit.

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE SOCIAL CANADA

Programme national de lutte contre l'abus de l'alcool et des drogues chez les autochtones, Conseiller(ère) régional(e)

Halifax (Nouvelle-Écosse)

33 801 \$ - 39 429 \$ (en révision)
Référence : **S-90-11-RGCN-HAWC(W3F)**

Votre principale tâche consistera à consulter des groupes et des associations autochtones quant à la mise en place et l'administration de programmes de lutte contre l'abus de l'alcool et des drogues. Vous définirez les besoins de ces communautés et prodiguerez des conseils sur la gravité du problème et les façons de le résoudre. Enfin, vous formerez et superviserez de près les travailleur(euse)s communautaires, les groupes autochtones et le personnel. Vous avez, de préférence, un diplôme universitaire dans une discipline connexe à la santé mentale ou aux soins administrés aux toxicomanes. Toutefois, un diplôme d'études secondaires jumelé à une vaste expérience en santé mentale ou en prévention de la toxicomanie vous qualifierait également pour ce poste. Des antécédents dans la prestation de services à des populations autochtones seraient un atout.

CONSEIL DE LA RADIO-DIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES

Agent(e) régional(e) principal(e)
Halifax (Nouvelle-Écosse)

48 920 \$ - 55 166 \$

Référence : **S-90-11-SERE-CRTC(W3F)**

Vous contribuerez à faire respecter les lois en effectuant des enquêtes et des analyses sur les entreprises de radiotélévision et de télécommunications de la région sous juridiction fédérale. Vous agirez aussi comme agent(e) de liaison avec ces entreprises, le public, les médias, les institutions et les autres paliers de gouvernement. Enfin, vous traiterez les plaintes et les demandes de renseignements, définirez et analyserez les problèmes régionaux conformément aux règlements et politiques en vigueur, et participerez aux audiences publiques dans la région. Vous serez appelé(e) à vous déplacer. En outre, vous devez posséder un diplôme universitaire acceptable ou une combinaison équivalente de formation et d'expérience, et idéalement une spécialisation en droit, communication, économie, journalisme ou administration. Vous avez aussi de l'expérience en communications ou dans un contexte de réglementation et de solides compétences à traiter avec le public, les médias, les entreprises de radiotélévision et de télécommunications et les gouvernements, ainsi que des antécédents en gestion ou direction de projet.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADA

Conseiller(ère) principal(e)

Amherst (Nouvelle-Écosse)

42 761 \$ - 60 578 \$

Poste à durée indéterminée

Référence : **S-90-11-SECN-ANAC(W3F)**

Vous assumerez la promotion et la direction du développement de programmes afin de permettre aux Organismes locaux de développement économique (OLDE) de tirer le maximum de leur pouvoir d'entreprise. De plus, vous planifierez, concevrez et mettrez en application une méthode permettant aux OLDE de s'ajuster aux progrès technologiques et aux tendances économiques. Vous effectuerez des études et des vérifications sur la mise en œuvre des plans contenus dans la Stratégie canadienne de développement économique des autochtones pour vous assurer que les objectifs sont atteints, que les ententes sont intervenues et que les fonds sont engagés selon les prévisions budgétaires. Vous procéderez à l'évaluation du rendement des OLDE afin de vérifier s'ils se conforment aux politiques et aux autorités. Enfin, vous acquerrez une connaissance approfondie des structures et activités économiques chez les autochtones, ainsi que des compétences requises en économie et en gestion pour bien servir les communautés autochtones. Vous possédez un diplôme universitaire avec spécialisation en planification communautaire, commerce ou administration des affaires ou une combinaison acceptable de scolarité, de formation et d'expérience. Vous devez également avoir des antécédents dans la planification et l'évaluation de projets de développement socioéconomique, ainsi que dans les domaines des finances, de l'administration et de l'élaboration de politiques.

TRAVAUX PUBLICS CANADA

Ingénieur(e), programme de gestion des biens

Halifax (Nouvelle-Écosse)

41 573 \$ - 50 516 \$

Référence : **S-90-11-MANA-PWCA(W3F)**

Vous administrerez un programme de restructuration et de conservation du capital et fournirez une aide technique. Vous devez posséder un diplôme universitaire en génie ou être admissible au titre d'ingénieur(e) professionnel(le) au Canada, et avoir une vaste expérience récente dans un rôle de

génie-conseil en conception, entretien, réparation ou rénovation d'une grande diversité de biens, à l'aide de services de consultation internes ou externes. Votre expérience doit toucher trois des cinq types de biens suivants : terrains, immeubles, constructions d'époque, installations maritimes et services publics. Vous devez aussi avoir récemment inspecté des biens correspondant à l'une des catégories précitées et avoir une connaissance considérable des micro-ordinateurs. Enfin, il est essentiel que vous maîtrisiez le français et l'anglais.

Agent(e) immobilier(ère)

Halifax (Nouvelle-Écosse)

36 970 \$ - 41 249 \$

Référence : **S-90-11-PROP-PWCA(W3F)**

Vous mènerez des études sur le marché de l'immobilier relativement au coût des acquisitions par achat, location, vente ou autre méthode. Vous négocierez également des ententes avec des propriétaires fonciers en prévision de diverses opérations d'acquisition ou d'aliénation. Enfin, vous coordonnerez l'évolution, l'encaisse et le financement des projets, évaluez les intérêts des biens immeubles et négocierez des ententes pour les demandes d'indemnité. Vous avez un diplôme d'études secondaires ou une combinaison acceptable de scolarité, de formation et d'expérience, en plus d'une formation spécialisée reconnue qui vous confère un titre de l'Institut canadien des évaluateurs. Vous devez aussi posséder une expérience en administration de biens immobiliers comprenant l'art de négocier, de rédiger des rapports et de gérer un programme. La connaissance du français et de l'anglais est essentielle.

Agent(e),

aménagement immobilier

Halifax (Nouvelle-Écosse)

36 970 \$ - 41 249 \$

Référence : **S-90-11-PRDE-PWCA(W3F)**

Vous dirigerez des études de présélection de sites, ainsi que des plans de gestion de biens et d'aménagement immobilier, et vous examinerez les projets et propositions d'aménagement immobilier afin d'en déterminer les exigences en vertu de la Politique de gestion foncière fédérale. De plus, vous entreprendrez des examens de biens excédentaires et mettrez en œuvre des programmes d'information et d'accès au public touchant le domaine de l'aménagement immobilier. Vous devez posséder un diplôme universitaire en planification environnementale ou urbaine, en géographie ou dans une discipline connexe, de même que de l'expérience en administration et analyse de biens immobiliers, en planification urbaine et en gestion foncière. Vous devez aussi maîtriser l'anglais et le français. Une formation linguistique pourra être donnée.

**Administrateur(trice),
aménagement immobilier**

Halifax (Nouvelle-Écosse)

54 152 \$ - 60 457 \$

Référence : **S-90-11-MAPR-PWCA(W3F)**

Vous serez à la tête d'une équipe multidisciplinaire et conseillerez divers ministères fédéraux de sorte que les normes, exigences et principes fédéraux touchant la gestion foncière soient respectés. Vous êtes titulaire d'un diplôme universitaire (de préférence une maîtrise) en planification urbaine ou environnementale, ou en géographie économique urbaine ou régionale. Une expérience dans les secteurs public et privé en planification et en évaluation d'incidence ainsi qu'en gestion de biens immobiliers et de projets est nécessaire. Vous devez posséder une excellente connaissance du français et de l'anglais. Une formation linguistique pourra être donnée.

Ingénieur(e) en restauration

Halifax (Nouvelle-Écosse)

48 842 \$ - 58 600 \$

Référence : **S-90-11-REST-PWCA(W3F)**

Vous préparerez et mettrez en œuvre des études sur la structure d'immeubles historiques, élaborerez des plans de

construction pour des immeubles d'époque et contemporains et planifierez des projets de restauration à des fins de stabilisation et de protection. Vous êtes titulaire d'un diplôme universitaire en génie civil doublé de plusieurs années d'expérience postuniversitaire en structures d'immeubles et autres, dont la restauration d'édifices historiques.

AGRICULTURE CANADA

Économiste

Truro (Nouvelle-Écosse)

38 174 \$ - 45 914 \$

Référence : **S-90-11-ECNT-AGRC(W3F)**

Vous préparerez et mènerez à terme des études sur l'économie de production et de commercialisation ainsi que sur la gestion de fermes en ce qui a trait au développement agricole. Vous assurerez la liaison avec les représentants des gouvernements fédéral et provincial et rédigerez des articles et comptes rendus techniques. Vous possédez un diplôme universitaire en économie, agronomie, administration ou commerce ainsi qu'une vaste expérience dans les études de recherche économique, les systèmes de production sur les fermes, les politiques d'agriculture et l'utilisation des ressources agricoles. Enfin, vous avez des antécédents relativement à des projets de recherche multidisciplinaires.

REVENU CANADA DOUANES ET ACCISE

Vérificateur(trice)s, accise

Halifax (Nouvelle-Écosse)

Saint John (Nouveau-Brunswick)

St. John's (Terre-Neuve)

32 553 \$ - 41 379 \$ (en révision)

Référence : **S-90-11-EXAU-CERC(W3F)**

Vous effectuerez des vérifications de registres et de documents ainsi que des recherches concernant l'octroi de licences, en plus d'agir comme conseiller(ère) auprès des contribuables quant à leurs droits et responsabilités en vertu de la Loi sur la taxe d'accise. Outre une expérience pratique de la vérification, vous devez posséder le titre de comptable professionnel(le) membre d'une association comptable reconnue, ou y être admissible, ou être titulaire d'un diplôme universitaire acceptable, avec une spécialisation pertinente en comptabilité, à savoir une formation équivalente au niveau III du programme menant au titre de c.g.a. ou de c.m.a., de même qu'une formation en vérification de niveau IV. Une évaluation écrite de l'association comptable appropriée doit être incluse dans votre dossier de candidature.

Tous ces postes exigent une excellente connaissance de l'anglais, mais dans certains cas, vous devez aussi maîtriser le français.

Pour certains postes, une vérification de la fiabilité ou une habilitation sécuritaire sera requise avant la nomination.

Veillez postuler en utilisant le formulaire de demande d'emploi CFP-3000 de la Commission de la fonction publique du Canada. Vous pouvez vous procurer ce formulaire à un Centre d'emploi du Canada ou au bureau de la Commission de la fonction publique. Vous pouvez aussi y joindre votre curriculum vitae.

Veillez remplir une nouvelle demande pour chaque poste que vous visez et l'acheminer avant le 19 octobre 1990, en indiquant le numéro de référence approprié, à la Commission de la fonction publique du Canada, 1888, rue Brunswick, Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 1M8.

Afin d'assurer à tous, sur une base égale, les mêmes chances, nous encourageons la participation équitable des femmes, des autochtones, des membres des minorités visibles et des personnes handicapées.

Les renseignements personnels sont protégés par la Loi sur la protection des renseignements personnels. Ils seront conservés dans le fichier de renseignements personnels CFP/P-PU-040.

This information is available in English.



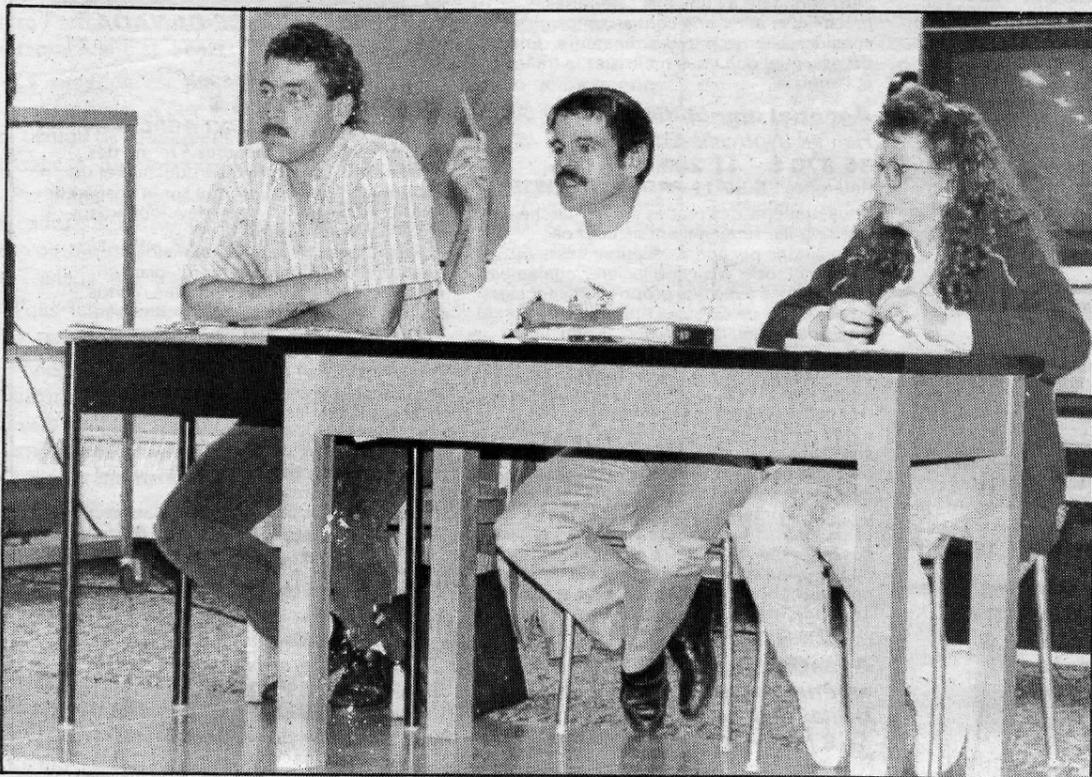
Commission de la fonction publique
du Canada

Public Service Commission
of Canada

Canada

SPORTS

Pas de hausse du prix d'inscription au hockey mineur Évangéline



Le président sortant, M. Yvon Arsenault (au centre), donne des informations aux parents qui ont des enfants inscrits au hockey mineur. À sa gauche, on voit M. John Arsenault, trésorier et à sa droite, la secrétaire, Mme Marsha Arsenault.

Par Jacinthe LAFOREST

Les inscriptions pour la saison du hockey mineur Évangéline resteront au même prix que l'année passée, étant donné la bonne situation financière de l'Association du hockey mineur Évangéline.

En effet, le rapport financier distribué mardi dernier lors de la réunion annuelle, au Centre d'éducation Évangéline, laisse voir un surplus de plus de 8 000 \$ pour l'année 1989-1990, alors que le surplus pour l'année précédente était sensiblement le même. L'association a donc en caisse une somme de près de 16 500 \$.

Le prix de l'inscription de 100 dollars pour un enfant et de 150 pour deux inclura les cours de «power skating», qui auront lieu durant les deux premières semaines de la saison du hockey mineur, tel

qu'il a été décidé durant la réunion annuelle.

Auparavant, les parents devaient inscrire leurs enfants à ce cours, en plus de l'inscription au hockey mineur. Tous les enfants ne pouvaient pas y participer et le travail de l'équipe s'en ressentait. Cette année, tous les enfants auront la chance d'y participer et d'améliorer leur jeu.

Un arbitre présent lors de la réunion a dit pouvoir remarquer une grosse différence entre les enfants qui ont pris le cours de «power skating» et ceux qui ne l'ont pas pris.

Il y aura peu de changement pour la nouvelle saison. Les inscriptions ont eu lieu dimanche et l'association pourra déterminer le nombre d'équipes et leurs catégories respectives.★



Avis

Le directeur du Centre d'Emploi du Canada à O'Leary est heureux d'annoncer la nomination de

Betty Ann Ellis
440, rue Church

au poste d'Agent contractuel pour demande d'assurance-chômage dans la région d'Alberton et de

Colleen Gaudet
288, rue Church

au poste d'Agent contractuel pour demande d'assurance-chômage dans la région de Tignish en vigueur du 1er octobre 1990 au 31 décembre 1990.

Madame Ellis et Madame Gaudet
sont les seuls agents autorisés dans ces régions

et on peut les rejoindre de 9 h à 17 h tous les jours, du lundi au vendredi.

Votre Centre d'Emploi du Canada



Emploi et Immigration Canada Employment and Immigration Canada

Canada

Soccer interscolaire

(J.L.) La saison de soccer interscolaire pour l'équipe de l'école Évangéline a débuté le 17 septembre, par une défaite de 4 à 1 contre l'équipe de l'école Colonel Grey à Charlottetown. Le marqueur pour l'équipe acadienne était Jean Arsenault.

Le 19 septembre, l'équipe de l'école Évangéline a dû s'incliner une deuxième fois, par la marque de 3 à 2 contre l'équipe de Bluefield. Troy Gallant et Dion Gallant ont compté pour l'équipe française.

Le 26 septembre, l'école Évangéline a égalé Westisle pour un pointage nul de 1 à 1, grâce au but de Jeff Arsenault.

Le 29 septembre, l'équipe de l'école Évangéline a remporté une victoire éclatante sur l'équipe de l'école Caledonia de Moncton, par la marque de 3 à 0. Les compteurs étaient Jean Arsenault, Guy Arsenault et Stéphane Arsenault. C'était une partie hors-concours.

Le 1er octobre, l'équipe acadienne a dû s'incliner 6 à 0 devant Three Oaks, et elle devait subir le même sort le 3 octobre, devant l'équipe de Kensington.

Les entraîneurs sont MM. Edgar Arsenault, Paul Cyr et Serge Arsenault.

Volley-ball féminin senior A

La saison dans ce sport a débuté le 15 septembre, avec un tournoi d'exhibition de l'Association de volley-ball de l'Île-du-Prince-Édouard à l'école Three Oaks de Summerside. L'équipe acadienne a joué deux parties contre chacune des équipes présentes. La fiche de quatre victoires et six défaites a été

obtenue en battant Charlottetown Rural, Kinkora, Three Oaks et Kensington une fois, pour une défaite contre chacune de ces formations et deux défaites contre Westisle.

L'équipe acadienne s'est accaparée la cinquième place, soit l'avant-dernière dans ce tournoi. Mlle Velma Richard, entraîneur de l'équipe, est satisfaite du résultat car les autres équipes étaient beaucoup plus fortes que la sienne.

Toujours en volley-ball, l'école Évangéline a fait bonne figure dans la ligue de volley-ball interscolaire senior A de l'Île-du-Prince-Édouard. L'équipe a joué deux parties contre chacune des équipes participantes et elle a remporté une victoire contre chaque équipe. Il s'agit de Morell, Souris, Kinkora et Colonel Gray.

Course de fond

Lors d'une compétition de zone récemment à Mill River, comprenant les compétiteurs des unités 5 et 1, l'école Évangéline a pris la deuxième place chez les garçons novices, avec Derek Arsenault, Mario Arsenault et Alvin Arsenault prenant respectivement les 6e, 7e et 8e places.

L'école Évangéline a pris la première place chez les filles bantam, avec Lynn Arsenault, Edna Arsenault, Sandy Arsenault, Louise Arsenault et Angie Perry prenant respectivement les 1re, 4e et 5e, 9e et 10e places.

Toujours dans la course de fond, cette fois chez les filles novices, l'école a pris la 5e place et chez les garçons bantam, il y avait un seul compétiteur de l'école Évangéline, Brian MacNeil, qui est arrivé deuxième.★

Entente France/Acadie

Bourses d'études et de stages

Bourses d'études (pour l'année 1991-92)

Ces bourses s'adressent à des étudiant(e)s francophones souhaitant préparer, dans une université ou un établissement d'enseignement français, un diplôme, une licence, une maîtrise ou un doctorat. La durée de ces bourses est de un à trois ans et les domaines d'études sont les disciplines littéraires, artistiques, scientifiques et le domaine des communications, selon un communiqué.

Pour être admissible, il faut répondre aux critères suivants :

- être originaire des provinces de l'Atlantique ou y résider depuis cinq ans;
- être de langue maternelle française;
- pour une candidature dans une université, posséder un baccalauréat;
- ne pas être âgé(e) de plus de 35 ans au 1er octobre de l'année de candidature.

Bourses de stage (pour l'année 1991)

Ces stages de perfectionnement s'adressent à des jeunes francophones souhaitant effectuer un stage professionnel en France (durée de un à trois mois). Les stages sont disponibles dans les domaines suivants : artistique, scientifique, communication ou journalisme.

Les conditions de candidature sont :

- être originaire des provinces de l'Atlantique ou y résider depuis cinq ans;
- être de langue maternelle française.

Toute personne intéressée à postuler pour ces bourses ou stages doit envoyer un dossier complet (curriculum vitae, relevés de

notes, une copie du ou des diplômes) à chacune des adresses suivantes **au plus tard le 31 octobre 1990:**

Société Nationale des Acadiens
C.P. 908
259, rue Principale
Shédiac, N.-B.
EOA 3G0
ou

Service culturel
C.P. 1109
250, rue Lutz
Moncton, N.-B.
E1C 8P6

Pour de plus amples renseignements, communiquer avec Madame Nicole Savoie au bureau de la Société Nationale des Acadiens au poste téléphonique suivant : (506) 532-9829.★

Financement hypothécaire

La Société de logement de l'Î.-P.-É. dresse actuellement une liste de prêteurs agréés en vertu de la LNH qui s'intéressent à participer au financement hypothécaire dans le cadre du Programme de logement public à but non-lucratif. L'argent sera utilisé pour financer de nouveaux prêts hypothécaires et sera demandé à différentes périodes au cours de l'année 1991.

Les entreprises souhaitant s'inscrire et obtenir une trousse d'information sont priés de communiquer avec George Curley au (902) 368-5785 ou à l'adresse ci-dessous:

Société de logement de l'Î.-P.-É.
C.P. 2000
Édifice Cambridge, 2e étage
Charlottetown (Î.-P.-É.)
C1A 7N8
Téléphone (902) 368-5770
Télécopieur (902) 368-5471



Roberta Hubley
Ministre responsable
de la Société
de logement de l'Î.-P.-É.



LA RECETTE DU COLONEL SANDERS
Poulet Frit à la Kentucky
Colonel Sanders et ses aides le font
«bon à s'en lécher les doigts»
Charlottetown, Summerside, Bunbury, Montague, Souris

Légion de Summerside

340, rue Notre-Dame, Summerside (Î.-P.-É.)

Mardi soir: Bingo "livrets" à 19h30
Jeudi soir: Bingo régulier à 19h30
Tous les samedis soirs: Spectacle dans le salon de 21h30 à 00h30

BINGO

Salle paroissiale de Baie-Egmont

Dimanche soir à 19 h 30

2,00\$ pour 1 double

Pleine carte: 1,00\$
Jeu "Early Bird"

GROS LOT: 240,00 \$ en 56 numéros

BINGO

Salle paroissiale de Mont-Carmel

Jeudi soir à 19 h 30

Prix d'entrée: 2,00\$

GROS LOT: 200,00 \$ en 57 numéros



Le Club social français

222, rue First, Summerside, Î.-P.-É

Mercredi et jeudi :
Midnite Holler

Vendredi et samedi :
Maxine MacLeod et
Midnite Special



Le Village

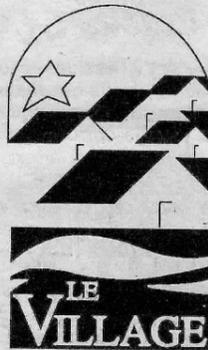
Restaurant Étoile de mer

Heures d'ouverture
vendredi et samedi 17h - 22 h
dimanche 11 h - 21 h

Brunch du dimanche
11 h - 13 h
7,95 \$ + taxe

Buffet du dimanche
16 h - 19 h
9,95 \$ + taxe

Venez nous rejoindre pour une dernière fois
cette saison.



Salon-bar
«Au Quai»

Heures d'ouverture
vendredi et samedi
17 h à minuit

LE VILLAGE MONT CARMEL (Î.-P.-É.) 854-2227

Avez-vous l'intention d'investir dans les jours ou mois à venir?
Venez nous voir!
La Caisse populaire Évangéline
Wellington (Î.-P.-É.)
Certificats de dépôt
12% pour 1 an
(non-rachetable)
Intérêt payé chaque mois sur dépôt de 5 000,00\$ et plus



Délégation de l'Île à Dieppe

(J.L.) Avait lieu récemment à Dieppe au Nouveau-Brunswick, l'assemblée de fondation du Congrès mondial acadien. Une importante délégation de l'Île-du-Prince-Édouard y participait, dont voici quelques membres. Au premier rang, de gauche à droite, on voit M. Francis Blanchard, élu au conseil d'administration, et Berthe, sa femme, M. Edmond Gallant, Mme Germaine Arsenault et M. Antoine Richard. Au second rang on voit M. Victor Rousselle, Mlle Élise Arsenault, Mme Liliane Gaudet, Mme Marie Long et M. Donald DeRoche. Il manque quelques personnes sur la photo.

La
Voix
acadienne

en
collaboration
avec

L'Association
de la presse
francophone

vous invite à soumettre
des nominations
pour

communicateur (trice)
de
l'année

Objectif

Reconnaître publiquement une personne qui, entre septembre 1989 et août 1990, en général, a contribué de façon remarquable aux communications en français dans la communauté.

Par exemple :

- un dirigeant d'entreprise ou d'organisme public qui aurait fait la promotion de services en français;
- l'organisateur d'un événement social ou culturel en français;
- un auteur qui aurait produit un ouvrage sur la communauté ou un enseignant qui encouragerait particulièrement ses étudiants à la fierté de leur culture.

Candidats admissibles

Toute personne de la communauté, à l'exclusion des employés du journal participant à l'organisation

Critères

Les candidats seront évalués en fonction d'une action qu'ils ont réalisée, en tenant compte de l'importance de cette action pour la communauté.

Processus de sélection

La directrice et le conseil d'administration du journal se chargeront d'évaluer toutes les candidatures et de choisir une ou un gagnant.

La Voix acadienne présentera le ou la candidat-e choisi-e dans le cadre d'une réception, dont les profits seront versés au Fonds des communicateurs de la Fondation Donation Frémont. Le lauréat provincial fera compétition au niveau national.

Les raisons que vous aurez portées à la candidature seront importantes au choix final.

La date limite pour soumettre une nomination est
le 15 octobre 1990.

Faire parvenir à :

La Voix acadienne, 340, rue Court, C.P. 1420, Summerside (Î.-P.-É.) C1N 4K2

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec Marcia Enman au (902) 436-6005

Dans le cadre de la Semaine
des petites entreprises.

Conférence sur l'entrepreneuriat

Mme Marie Noëlle Guédon du Québec sera la conférencière invitée lors du banquet qui aura lieu le 25 octobre 1990 à la Légion royale canadienne de Wellington, selon un communiqué.

Mme Guédon a connu un cheminement de carrière très tôt orienté sur l'entrepreneuriat, et l'entrepreneuriat dans des domaines traditionnellement réservés aux hommes. Après avoir été professeur de géographie, elle est devenue instructeur de pilotage, puis propriétaire d'un aéroport.

Avec la venue des enfants, elle est retournée à l'enseignement, mais ça n'était qu'une étape, avant de devenir expert conseil à son propre compte (Formation, évaluation, animation). À ce titre, elle a travaillé de très près avec le ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie du Québec pour le démarrage d'entreprises et la formation des animateurs et anima-

trices des ateliers sur l'entrepreneuriat du ministère. Mme Guédon a aussi travaillé sur les approches multiculturelles dans les négociations internationales.

C'est donc tout un menu qu'elle propose pour sa conférence. Les billets sont en vente à la Pharmacie de Wellington, à la Caisse populaire Évangéline et au Centre de services régional Évangéline. L'activité est patronnée par le Conseil communautaire consultatif du Centre de services régional Évangéline.

La Semaine des petites et moyennes entreprises sera lancée par une première activité, le matin du 22 octobre. Il s'agit d'un déjeuner-causerie à la Légion de Wellington au cours duquel on discutera de la nouvelle stratégie de développement rural et de ses répercussions sur le développement des entreprises dans la région Évangéline.★

Pas réunis depuis 50 ans



(J.L.) La famille de M. Joseph Gallant, qui demeure maintenant à Summerside, n'avait pas été réunie depuis plus de 50 ans. Cet été, les frères et les soeurs de M. Gallant sont venus passer une semaine aux Chalets Cormiers, à Mont-Carmel. Devant, on voit Mme Hermina Arsenault, de la Colombie-Britannique et Mme Rita Lavoie de Hamilton en Ontario. Au second rang on voit MM. Joachin Gallant, Alphonse Gallant et Marc Gallant, qui demeurent tous trois à Hamilton en Ontario. On voit ensuite M. Joseph Gallant. La photo a été prise à la suite d'un délicieux repas au homard.